

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

De la publicité du contrat de mariage

et de

l'introduction en France du registre matrimonial

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Madeleine GEOFFROY

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

BOSC, professeur.

VIALLETON, professeur.

} *Assesseurs*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1934

**DE LA PUBLICITE DU CONTRAT DE MARIAGE
ET DE L'INTRODUCTION EN FRANCE
DU REGISTRE MATRIMONIAL**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

De la publicité du contrat de mariage

et de

l'introduction en France du registre matrimonial

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Madeleine GEOFFROY

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. BECQUÉ, professeur, président.

BOSC, professeur.

VIALLETON, professeur.

} *Assesseurs.*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1934

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

TISSET, professeur d'Histoire de Droit.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

COMBY, chargé de cours d'Economie politique.

LEMERCIER, chargé de cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

JURY

MM. LÉGAL, professeur, *Président*.

BOSC, professeur.

DEMONTÈS, professeur.

} *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MEMOIRE DE MON PERE

*Hommage de ma tendresse
filiale.*

A MA MERE

A MON FIANCE

A MON FRERE

DE LA PUBLICITE DU CONTRAT DE MARIAGE ET DE L'INTRODUCTION EN FRANCE DU REGISTRE MATRIMONIAL

INTRODUCTION

L'intérêt du crédit public demande que chaque citoyen soit mis à même de connaître très exactement la condition juridique de celui avec qui il se propose de contracter et l'étendue du gage que celui-ci peut affecter à la garantie de son obligation. En un mot, la publicité de tous les actes pouvant intéresser les tiers est une condition essentielle et indispensable de tout bon système de crédit.

Cependant, il est un acte particulier et important de la vie des hommes, qui, jusqu'à nos jours, n'a été soumis, en France, qu'à une publicité des plus sommaires : c'est le *contrat de mariage*.

Le contrat de mariage peut être défini ainsi : « le contrat conditionnel, irrévocable et solennel, par lequel deux personnes règlent les conséquences pécuniaires du mariage ».

Ce contrat se distingue par les trois caractères suivants :

1° il est conditionnel, ne produisant ses effets qu'une fois le mariage célébré : « si nuptiæ sequantur » ;

2° il est solennel, c'est-à-dire qu'il doit être rédigé par un notaire *avant* le mariage ;

3° il est irrévocable, c'est-à-dire que l'on ne peut modifier aucune de ses clauses pendant la durée du mariage.

Ces trois caractères ne sont pas admis dans toutes les législations modernes ; c'est ainsi que l'Allemagne et la Suisse admettent que le régime adopté peut être modifié au cours du mariage ; mais cet abandon du principe de l'immutabilité n'a été rendu possible que par l'institution d'un système très complet de publicité, permettant aux tiers qui contractent avec des époux de se rendre aisément compte de la capacité de ceux avec qui ils traitent et les protègent ainsi contre les dangers que peuvent leur faire courir des gens d'une honnêteté douteuse.

En effet, du contrat de mariage dépend la mesure de la capacité ou de l'incapacité de la femme. De droit commun, l'incapacité des personnes (par exemple celles des condamnés, des mineurs, des interdits, etc...) se révèle par des faits dont chacun peut facilement s'instruire, et qui, parfois même reçoivent une véritable publicité (Code civil : articles 26, 27, 45, 50 ; Code de procédure, art. 897). Cependant, en ce qui concerne l'incapacité plus ou moins étendue de la femme, résultant de son contrat de mariage, celle-ci, dans le Code de 1804, demeurait secrète ; mais, par suite d'une lente évolution, on en est venu à créer une publicité du contrat de mariage destinée à protéger les tiers.

Le but poursuivi dans cette étude est de retracer cette évolution, depuis la rédaction de notre Code civil jusqu'à nos jours, en faisant une incursion dans les Codes modernes (allemand et suisse) qui, sous

ce rapport, nous ont devancés, et de dégager les tendances de notre Droit actuel, car, à notre époque, où les contrats sont de plus en plus nombreux et où la femme tend, de plus en plus, à jouer un rôle de premier plan, il est de toute nécessité que celui, qui traite avec elle, ait à sa disposition le moyen de connaître la condition juridique dans laquelle elle se trouve placée.

PREMIERE PARTIE

**LE SYSTEME FRANÇAIS
DE PUBLICITE
DU CONTRAT DE MARIAGE**

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME DE LA PUBLICITE DU CONTRAT DE MARIAGE AVANT LA LOI DU 10 JUILLET 1850

§ I. — INTERETS QUE PRESENTE LA PUBLICITE DU CONTRAT DE MARIAGE

Le contrat de mariage est une exception au principe posé par l'article 1165 : « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et leurs ayants cause ; elles ne nuisent ni ne profitent aux tiers ». Le contrat qui nous intéresse, lui, produit des effets à l'égard des tiers ; les dispositions qu'il contient peuvent leur être opposées, et, à l'inverse, ils peuvent s'en prévaloir. Les personnes qui traitent avec des gens mariés ont donc intérêt à connaître leur régime matrimonial, et, par conséquent, à savoir s'ils ont fait ou n'ont pas fait de contrat de mariage. Cet intérêt se manifeste à trois points de vue :

- 1° étendue du droit de gage des créanciers ;
- 2° pouvoirs du mari sur les biens de sa femme ;
- 3° incapacité de la femme.

1° ÉTENDUE DU DROIT DE GAGE DES CRÉANCIERS.

Ce gage varie suivant le régime matrimonial adopté par les époux : sous les régimes exclusifs de communauté, les créanciers n'ont d'autre gage que le patrimoine de leur débiteur ; sous le régime dotal, les biens de la femme sont inaliénables ; sous le régime de communauté légale, les créanciers du mari peuvent poursuivre, outre le patrimoine de celui-ci, les biens communs, et les créanciers de la femme, autorisée du mari, ont pour gage les biens communs et les biens propres à chaque époux.

2° POUVOIRS DU MARI SUR LES BIENS DE LA FEMME.

Tandis que sous les régimes de communauté ou exclusif de communauté, le mari a le pouvoir d'administrer tous les biens de sa femme, il n'a, sous le régime dotal, que l'administration des biens dotaux, et sous le régime de la séparation de biens, son rôle se réduit à autoriser sa femme pour les actes de disposition.

3° INCAPACITÉ DE LA FEMME.

Du seul fait qu'elle se marie, la femme devient incapable, mais cette incapacité, plus ou moins étendue, suivant le régime adopté, présente les degrés suivants :

- 1) *incapacité générale*, qui constitue le droit commun (art. 215 et s.), sous les régimes de communauté et sans communauté ;

2) *semi-capacité*, limitée aux actes d'administration, sous le régime de séparation de biens (art. 1449) et sous le régime dotal, en ce qui concerne les paraphernaux (art. 1576) ;

3) *incapacité renforcée*, sous le régime dotal, en ce qui concerne les biens dotaux ; car l'inaliénabilité dotale n'est pas une indisponibilité réelle, sorte de mise hors du commerce, c'est un supplément d'incapacité personnelle, la femme dotale ne pouvant s'obliger sur sa dot, même avec l'autorisation du mari.

Afin que toutes ces modalités soient connues des tiers, et qu'ils sachent ainsi dans quelles limites ils peuvent contracter avec les époux sans encourir de surprises, il faudrait qu'ils puissent facilement connaître les dispositions essentielles de leur contrat de mariage.

S'il est de l'intérêt des tiers de connaître le régime adopté par des époux, il est indispensable de savoir en premier lieu, avec certitude, si la personne avec laquelle on entre en pourparlers d'affaires, est célibataire ou mariée. La chose est aisée ; il suffit de se procurer un extrait récent de son acte de naissance ; le législateur de 1804, prévoyant les fraudes qui pourraient être commises, indique, dans l'art. 76 *in fine* C. civ., que mention de la célébration du mariage sera faite en marge de l'acte de naissance.

§ II. — ANCIEN DROIT. — CODES CIVIL ET DE PROCEDURE ; CODE DE COMMERCE

Notre ancien Droit n'avait pris aucune mesure pour renseigner les tiers qui traitaient avec des époux. Il est certain que l'uniformité du régime matrimonial,

du moins jusqu'au xvi^e siècle, rendait la publicité moins nécessaire. Néanmoins, c'est à l'égard des commerçants qui, plus que les autres, sont appelés à entrer en relations d'affaires avec les tiers, que le besoin de publicité se fit sentir en premier lieu.

Aussi, l'Ordonnance sur le commerce de 1673, dans les articles 1^{er} et 2 du titre VIII, avait organisé une publicité du contrat de mariage, dont devait s'inspirer plus tard notre Code de commerce. Elle exigeait que, dans les lieux où la communauté était de droit commun, la clause qui y dérogeait fût publiée à l'audience de la juridiction consulaire, s'il en existait une, sinon dans l'assemblée de l'hôtel commun des villes, et insérée dans un tableau exposé en lieu public, à peine de nullité. « La clause, ajoutait l'article premier, n'aura lieu que du jour où elle aura été publiée et enregistrée ».

Si le Code civil ne prit aucune disposition destinée à protéger les intérêts des tiers, cependant la question avait été envisagée au cours des travaux préparatoires. Le projet présenté par Berlier au Conseil d'Etat, dans la séance du 14 Brumaire an XII, contenait un article 19, ainsi conçu : « Toute clause de » soumission au régime dotal doit être affichée en la » principale salle de chacun des tribunaux de première instance dans le ressort desquels se trouvent » être le domicile des époux et les immeubles dotaux. Faute d'avoir rempli cette formalité, les droits » que les tiers pourraient acquérir sur les fonds dotaux seront maintenus, sauf le recours de la femme ou de ses héritiers contre le mari ». Mais ce texte fut repoussé, dans la même séance, sur des observations, d'ailleurs peu probantes de Portalis et de Cambacérès, et rien ne fut fait. Les articles qui furent

modifiés par des lois postérieures ne s'occupaient nullement des tiers.

Après les délais de publication, au jour fixé par les parties, l'officier de l'état-civil faisait, dans la mairie et en présence de quatre témoins, la lecture des pièces relatives à leur état et aux formalités du mariage, ainsi que des articles relatifs aux droits et devoirs respectifs des époux (art. 75). Mais il ne leur était pas demandé s'ils avaient un contrat ; la loi était complètement muette à ce sujet. Les tiers n'avaient donc aucun moyen pour savoir si un contrat avait été fait et en connaître les clauses.

Dans ces conditions, il y avait lieu de redouter que le contrat de mariage pût disparaître ou apparaître à la volonté des époux et selon l'intérêt du moment. Sans doute le contrat de mariage est authentique, mais l'authenticité n'assure pas la publicité, et ne met pas obstacle aux fraudes possibles et que nous allons envisager plus loin ; elle empêche uniquement la substitution d'un acte à un autre. Ainsi, malgré l'authenticité, les tiers ne savaient pas si les époux avaient fait un contrat de mariage et devant quel notaire ; et, d'ailleurs, les archives notariales ne sont pas publiques. Ce système dérogeait au principe de l'adage romain : « nul n'est censé ignorer la condition de celui avec lequel il traite ». L'incapacité de la femme mariée, résultant du régime matrimonial, restait secrète.

La fraude la plus grave consistait à dissimuler aux tiers l'existence du régime dotal. Les époux vendaient un immeuble dotal ou l'hypothéquaient, et touchaient le prix ou le montant de l'emprunt ; ensuite, la femme, invoquant l'inaliénabilité dotale, revendiquait son immeuble ou empêchait le créancier d'en poursuivre

l'expropriation ; ainsi, par la déclaration mensongère qu'ils étaient mariés sans contrat, les époux pouvaient compromettre gravement les intérêts des tiers avec qui ils traitaient.

Sans doute, le tiers avait à sa disposition un moyen énergique afin de prévenir les surprises pouvant résulter du contrat de mariage : c'était d'exiger des époux communication de leur contrat, sinon ils n'avaient qu'à refuser de traiter avec eux. Mais cette solution ne pouvait pas s'appliquer dans le cas où les époux n'avaient véritablement pas fait de contrat. Il leur était difficile de convaincre les tiers avec lesquels ils voulaient contracter, de l'exactitude de leurs dires ; la preuve de la non-existence d'un contrat leur était impossible à faire. L'absence de publicité aboutissait bien, dans ce cas, à enlever tout crédit aux époux de bonne foi mariés sans contrat.

Il pouvait arriver que les tiers, faisant confiance aux époux, traitent avec eux. Dans ce cas, le tiers trompé par les manœuvres des époux pouvait avoir une action en dommages-intérêts contre le mari, qui, de mauvaise foi, l'avait induit en erreur ; mais, le plus souvent, c'était là un recours illusoire, de telles manœuvres n'émanant que de gens peu scrupuleux et insolubles. Le tiers avait également le droit d'agir contre la dot de la femme dans le cas fort rare où la femme commettait un délit ou un quasi-délit (1). Ainsi, dans la majorité des cas, le tiers ne pouvait que s'en prendre à lui-même d'avoir été trop confiant. Cependant, il pouvait se mettre en garde contre les surpri-

(1) 4 mars 1845, D. P. 1845-1-185 ; 7 décembre 1846, S. 47-1-816, la femme dotale est responsable sur sa dot des suites de ses faits personnels revêtant le caractère de délits ou quasi-délits.

ses du régime adopté par les époux, en ce qui concernait l'étendue de leur gage ou les pouvoirs du mari, en exigeant la *double signature* du mari et de la femme. Mais cette précaution était impuissante à protéger les tiers contre les dangers du régime dotal, la femme ne pouvant disposer à son gré de ses biens dotaux, même avec l'autorisation de son mari. Pour tous les actes de la vie courante, grâce à la théorie jurisprudentielle du mandat tacite, le tiers qui contractait avec la femme avait une sécurité à peu près complète. Mais les tiers n'avaient aucun moyen pour éviter les déclarations mensongères des époux se disant mariés sans contrat et, pour prévenir les surprises résultant de l'inaliénabilité dotale,

Conformément à une tradition qui remontait à l'Ordonnance de 1673, les rédacteurs du Code de commerce ont prescrit certaines formalités destinées à assurer la publicité du contrat, quand un des époux est ou devient commerçant et que le régime adopté n'est pas celui de la communauté légale.

Le Code de commerce n'exige pas la publicité intégrale du contrat ; il prescrit seulement que la nature du régime adopté soit portée à la connaissance du public, dans tous les cas où ce régime n'est pas le régime légal. A vrai dire, les articles 67 et 69 ne prescrivent expressément la publicité que si les époux sont mariés sous le régime dotal ou sous celui de la séparation de biens : ce sont là les deux régimes les plus dangereux pour les tiers, qui ont, par suite, le plus grand intérêt à en connaître l'existence. Cependant, d'autres régimes aussi sont défavorables aux tiers, et il leur importe de les connaître, tels sont les régimes exclusif de communauté ou de communauté conventionnelle ; il faut donc admettre que, quel que soit le

régime adopté, le contrat doit être rendu public, les motifs de la publicité existent dans tous les cas, et cette solution est conforme à l'esprit même du Code de commerce, qui exige, dans l'article 67, la publicité de « tout contrat de mariage » (2).

La publicité, qui doit se faire au lieu où le commerce est exercé, consiste dans l'affichage d'un extrait du contrat pendant un an, dans l'auditoire du tribunal de commerce (s'il n'y en a pas, dans la principale salle de la mairie du domicile du mari) et dans l'auditoire du tribunal civil.

En outre, le Code de commerce de 1808 et le Code de procédure civile de 1807 (art. 872) exigeaient l'affichage pendant le même laps de temps dans les chambres d'avoués ou de notaires.

L'obligation de procéder à la publicité incombe — quand l'un des époux était commerçant au moment de la rédaction du contrat — au notaire rédacteur, et elle doit être exécutée dans le mois qui suit la signature du contrat (art. 67). Le défaut de publicité ne nuit pas aux époux ; leur contrat de mariage est opposable aux tiers, la sanction consiste en une amende de 20 francs (amende de 100 francs dans le Code de 1807, réduite à 20 francs par l'art. 10 de la loi du 16 juin 1824), contre le notaire négligent, et, au cas de collusion avec les époux, en la peine de la destitution et en des dommages-intérêts envers les tiers (art. 68). Toutefois, s'il y a eu collusion entre les futurs époux et le notaire, il faudrait admettre que les époux sont responsables du préjudice que leur fraude a pu causer aux tiers, et la réparation de ce pré-

(2) Lyon-Caen et Renault. - Traité droit commercial, I, 316 et 318 et Planiol et Ripert : Traité pratique de droit civil français avec la collaboration de Nast, Tome VIII, numéro 73.

judice devrait consister en ce qu'ils seraient réputés mariés sous le régime légal (3).

Quand c'est seulement après la signature du contrat que l'un des époux devient commerçant, c'est à cet époux qu'incombe l'obligation de procéder à la publicité, dans le mois qui suit l'ouverture du commerce. Dans ce cas, la sanction est purement éventuelle : le contrat de mariage est opposable aux tiers, mais l'époux négligent pourra, en cas de faillite, être condamné comme banqueroutier simple (art. 69 et 586, 3°).

Sans doute, c'était là un commencement de publicité, mais ce système était insuffisant à plusieurs points de vue :

1° La publicité prévue par les art. 67, 68, 69 du Code de commerce, ne vise que le cas où un des époux ou les deux sont commerçants, mais ne s'applique nullement à tous les autres conjoints.

2° Cette publicité est incomplète, elle énonce simplement le type de régime : communauté, séparation de biens, régime dotal ; or ces régimes sont susceptibles de variations pouvant en modifier du tout au tout les conséquences. De plus, nous avons vu que c'est une question discutée, encore que l'affirmative soit admise par une grande partie de la doctrine, que celle de savoir si la publicité doit s'appliquer à tous les régimes.

3° C'était un mode de publicité dérisoire. En effet, qui ira lire dans les chambres des avoués ou notai-

(3) Thaller et Perceron. - Traité élémentaire de droit commercial, n° 215

Lyon-Caen et Renault. - Traité de droit commercial, I, n° 317.

Planiol, Ripert et Nast : loc. cit., numéro 74.

res, et dans les greffes, les extraits des contrats de mariage des nouveaux époux ? Ils seront peut-être hors de portée de la vue et couverts de poussière.

Ainsi, jusqu'à la loi du 10 juillet 1850, dite loi Vaillette, la publicité du contrat de mariage était nulle, quoiqu'un effort, qu'on ne peut méconnaître, ait été fait en ce qui concerne uniquement les commerçants. Heureusement, cette lacune du Code civil de 1804 présentait moins de gravité, grâce au principe fondamental de l'immutabilité des conventions matrimoniales inscrit dans l'article 1395 du même Code.

§ III. — L'IMMUTABILITE DES CONVENTIONS MATRIMONIALES, CONSEQUENCE NECESSAIRE DE LEUR CLANDESTINITE

Les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. Ce principe traditionnel de notre ancien droit coutumier se trouve inscrit dans l'art. 1395 de notre Code civil. Deux motifs ont poussé les rédacteurs de ce Code à le maintenir :

1° l'intérêt des époux et de leurs familles respectives ;

2° l'intérêt des tiers.

Ce dernier motif a été celui qui a dominé le plus la pensée du législateur moderne. En effet, aucune publicité du contrat de mariage n'étant organisée, en 1804, les tiers n'étaient nullement avertis du régime sous lequel les époux étaient mariés ; ils ignoraient ainsi leur capacité, et cela pouvait déjà entraîner du

retard dans les transactions. Mais, si, par dessus le marché, il avait été permis de modifier le régime adopté, les rapports d'affaires seraient devenus complètement impossibles, la porte étant ouverte à toutes les fraudes. Grâce à l'immutabilité, une fois que les tiers sont parvenus à connaître le régime adopté, ils ont pleine sécurité, certains qu'ils sont qu'un contrat différent ne peut pas leur être opposé par la suite. Ainsi, ce principe rend relativement moins redoutable la clandestinité. C'est ce qui explique que, dans certaines législations, qui ont conservé le principe de l'immutabilité, aucune publicité n'est instituée : on peut notamment citer l'Italie (art. 1382, C. civ. italien) (4). Mais si l'on rompait avec l'immutabilité sans qu'une publicité complète soit organisée, les tiers seraient exposés à toutes les surprises, à toutes les fraudes.

D'ailleurs, le Code civil de 1804 et le Code de procédure civile de 1807 avaient déjà senti la nécessité de rendre publiques les institutions légales qui dérogeaient, dès cette époque, à l'immutabilité, c'est-à-dire la *séparation de biens judiciaire* et la *séparation de corps*.

I. — SÉPARATION DE BIENS JUDICIAIRE

La séparation de biens judiciaire, accordée à la femme dont la dot est mise en péril par le mauvais état des affaires du mari, a pour effet de détruire le régime adopté lors du mariage, pour en créer un nouveau dans lequel la femme jouit d'une demi-capacité. Cependant, la séparation de biens peut n'être pour

(4) Planiol, Ripert et Nast, loc. cit., p. 90, note 1.

les époux qu'un régime transitoire ; en effet, si les raisons pour lesquelles elle a été demandée n'existent plus, si le mari revient à meilleure fortune, la femme peut renoncer au régime de protection sous lequel la justice l'avait placée : les deux époux, s'ils y sont consentants, sont libres de restaurer leur régime primitif.

La demande de séparation, le jugement qui la prononce et le rétablissement du régime initial étaient, dès 1804-1807, nécessairement soumis à publicité.

A. — *Demande en séparation de biens.*

La demande est publiée, non seulement pour avvertir les tiers, mais aussi parce que les effets du jugement remonteront au jour de la demande ; grâce à la publicité, les créanciers du mari seront à même d'intervenir dans l'instance, ainsi que l'article 1447 C. civ. leur en donne le droit.

Les articles 866 et s. du Code de procédure organisaient cette publicité :

1° Affichage d'un extrait de la demande dans l'auditoire du tribunal civil et du tribunal de commerce, dans les chambres d'avoués de première instance et dans celles de notaires (art. 866 et 867 C. pr.). Cet extrait, remis, dans les trois jours de la demande, par l'avoué constitué, au greffier, contiendra la date de la demande, les noms, prénoms, profession et demeure des époux, les nom et demeure de l'avoué ;

2° Insertion d'un extrait dans un journal d'annonces légales du département (art. 868 C. pr.).

B. — *Jugement de séparation de biens.*

La publicité du jugement était organisée par les art. 1445 C. civ. et 872 C. pr. Elle avait lieu au

domicile du mari, et comprenait les formalités suivantes :

1° lecture publique du jugement (qui ne pouvait être prononcé qu'un mois après l'observation des formalités de publicité de la demande), à l'audience du tribunal de commerce, même si aucun des époux n'était commerçant ;

2° affichage d'un extrait du jugement, pendant un an, dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce (même si aucun des époux n'était commerçant), et, s'il n'y avait pas de tribunal de commerce, dans la principale salle de la mairie ;

3° affichage d'un extrait pendant un an dans les chambres des avoués et des notaires ;

Le tout, à peine de nullité de l'exécution (en particulier de la liquidation), qui aurait précédé l'accomplissement des formalités ci-dessus.

C. — *Rétablissement du régime antérieur.*

En outre, le législateur napoléonien avait prévu le cas où les époux, séparés judiciairement de biens, décideraient, après retour du mari à meilleure fortune, de rétablir le régime matrimonial primitif, sans d'ailleurs pouvoir y apporter aucune modification. Des conditions de forme rigoureuse sont prévues par l'article 1451 C. civ. :

1° la convention doit être passée en minute devant notaire ;

2° le rétablissement du régime primitif n'est opposable aux tiers que si une expédition de cet acte est publiée dans les formes prescrites par l'art. 1445, c'est-à-dire affichée dans l'auditoire du tribunal civil

et, si le mari est commerçant, dans celui du tribunal de commerce.

Ainsi, même en 1804, l'institution de la séparation de biens judiciaire, rendait possible un changement de régime matrimonial pendant le mariage ; on nous répondra que c'était dans l'intérêt de la femme, pour protéger sa dot contre les dissipations du mari. Nous ne le discutons pas, mais, dès que la femme voyait les affaires du mari redevenir prospères, et si celui-ci était consentant, on pouvait rétablir le premier régime. Le législateur, qui tolérait ces changements, avait cependant imposé déjà une publicité.

II. — SÉPARATION DE CORPS

Pour la séparation de corps qui, à cette époque, entraînait simplement, à titre accessoire, séparation de biens (art. 311 C. civ. ancien), l'article 880 C. pr. renvoyait à l'article 872 et imposait l'affichage dans les auditoires des tribunaux et dans les chambres d'avoués et de notaires ; l'article 66 du C. com. ajoutait qu'à défaut de ces formalités, les créanciers d'un commerçant seraient « toujours admis à s'y opposer pour ce qui touche leurs intérêts et à contredire toute liquidation ».

Dans le Code civil de 1804, la réconciliation des époux séparés de corps n'était soumise à aucune mesure de publicité, s'ils se contentaient de rester séparés de biens, sans rétablir leur régime primitif. Il en était différemment si les époux se décidaient pour cette seconde solution : le régime primitif ne pouvait revivre qu'à la condition d'être rétabli conformément aux dispositions de l'article 451 du C. civ., que nous avons précédemment étudiées.

CHAPITRE II

LA LOI DU 10 JUILLET 1850

§ I. — HISTORIQUE DE LA REFORME

Si l'on consulte les documents relatifs au régime hypothécaire, publiés en 1844, par ordre de M. Martin du Nord, alors Garde des Sceaux, on peut relever les observations de la Cour de Rouen, dans le ressort de laquelle le régime dotal était fort en usage ; elle signale le danger de l'état de choses actuel à l'égard des tiers : « Trop souvent on a vu des époux, par suite de collusion, ou parce que le mari y contraignait sa femme, dissimuler l'existence d'un contrat qui stipulait le régime dotal, et se présenter comme mariés sans contrat, et, partant, sous le régime de la communauté légale ; plus tard, arrivait le désordre des affaires du mari ou tout autre événement donnant ouverture aux droits de la femme, et c'était alors seulement que la véritable qualité de la femme était constatée et qu'elle ou ses enfants venaient, en causant la ruine des tiers, invoquer le

» bénéfice de la loi qui protège la femme dotale et
» sa famille, contre les déclarations ou les actes pas-
» sés au préjudice de sa dot ».

La Faculté de Caen et la Cour de Grenoble signa-
laient le même abus.

Ces observations donnèrent lieu à une proposition
de loi, en 1848, à l'Assemblée Constituante.

Deux cas se présentaient : ou les époux déclaraient
n'avoir pas fait de contrat, ou ils déclaraient en avoir
fait un.

— Dans le premier cas, celui où les époux qui en-
traient en relations d'affaires avec des tiers, affirmaient
être mariés sans contrat, c'est-à-dire sous le régime de
la communauté légale, les tiers n'osaient y croire, crai-
gnant d'être victimes d'une fausse déclaration. Dans
le rapport qu'il présenta, au nom de la Commission,
sur la proposition relative à la publicité des contrats
de mariage, M. Valette dit (1) : « Tout le monde sait
» aujourd'hui que, souvent, les tiers qui avaient ajou-
» té foi à cette déclaration ont été victimes de leur
» confiance ; car il est arrivé après coup que la fem-
» me ou ses héritiers ont produit le contrat dont ils
» avaient nié l'existence, et en ont tiré parti pour
» faire annuler l'obligation souscrite ou l'aliénation
» consentie ». Aussi la défiance des tiers était-elle
toujours en éveil ; on suspectait la déclaration des
époux et l'on ne consentait à traiter avec eux qu'en
exigeant les plus dures conditions : cautions ou au-
tres garanties onéreuses. Il en résultait que les époux
réellement mariés sans contrat n'avaient aucun moyen
d'établir ce fait, si important pour leurs intérêts, et
ils ne pouvaient que l'affirmer sans preuve. De là, une

(1) Moniteur du 17 Juin 1850, p. 2088.

altération profonde de leur crédit et un empêchement journalier à la conclusion des affaires.

— Dans le cas où les époux déclaraient avoir fait un contrat de mariage, aucune difficulté : les tiers n'avaient qu'à se le faire présenter, et, de là, ils pouvaient déduire la capacité des époux.

Ce que les promoteurs de la loi de 1850 désiraient, c'était protéger les tiers uniquement contre le péril particulier qu'ils pouvaient courir en traitant, à leur insu, avec une femme dotale. C'était, en effet, le seul danger qu'il ne fut pas en leur pouvoir d'éviter, car, en présence de tous les autres régimes, les tiers peuvent se mettre à couvert en exigeant l'intervention de la femme au contrat, tandis que cette précaution est vaine à l'égard de la femme mariée sous le régime dotal, laquelle demeure toujours protégée contre les poursuites des tiers par l'inaliénabilité, l'imprescriptibilité ou l'insaisissabilité. Cependant, l'adoption du régime dotal par une femme, était, avant 1850, dérobée à la connaissance du public, bien qu'elle ait des effets notables ; la femme dotale est, durant le mariage, dans une incapacité exceptionnelle, ne pouvant pas, comme sous les autres régimes, s'engager valablement avec l'autorisation de son mari. Cette incapacité résultait d'une simple convention notariée, dont l'existence était occulte, que les époux pouvaient révéler, si bon leur semblait, mais qu'ils pouvaient tenir secrète, surtout s'ils habitaient une grande ville. Comment la découvrir quand on la cachait ? On ne pouvait deviner si elle existait, ni savoir où se renseigner, le contrat pouvant être passé dans une étude quelconque. De plus, le régime dotal peut affecter tous les biens de la femme, c'est-à-dire non seulement le patrimoine qu'elle apporte en se mariant, mais encore

ses biens à venir, ceux qui lui adviendront pendant le mariage par donations ou par successions ; et, comme elle n'a le droit d'aliéner sa dot, ni par voie directe, ni par voie indirecte, au cas de stipulation générale de la dot, les obligations contractées par la femme se trouvent frappées de nullité.

Ce sont seulement ces dangers résultant du régime dotal que le Législateur de 1850 a eu en vue en organisant une publicité du contrat de mariage, et c'est cette publicité que nous nous proposons maintenant d'examiner

§ II. — FORMES DE LA PUBLICITE

Le législateur de 1850 a imaginé un mode de publicité indirecte, qui sauvegarde les intérêts des tiers, tout en respectant le secret des affaires privées.

Le remède proposé par M. Valette, rapporteur de la Commission, et imaginé par les Cours d'appel de Rouen et de Grenoble et la Faculté de Caen, consiste essentiellement dans une déclaration faite par les époux à l'officier de l'état-civil, au moment où ils contractent leur union, et dans l'insertion de cette déclaration dans l'acte de célébration du mariage. « L'idée principale a été d'associer la publicité du contrat de mariage à la publicité du mariage ».

Mais on était en présence d'une publicité dont l'exécution n'était pas confiée à des officiers publics spéciaux, et l'on craignait que cette formalité, nécessaire au crédit des époux, ne fut négligée. Quelques membres du Comité de législation voulaient que cette publicité fut confiée au conservateur des hypothèques, qui tiendrait, à cet effet, un registre particu-

lier ; les maires n'offraient pas, à leur avis, les garanties suffisantes de capacité ; de plus, comme ils exerçaient souvent des fonctions gratuites, il était injuste de les exposer aux conséquences d'une telle responsabilité. Cependant, ceci ne fut pas retenu, car on fit valoir qu'ordinairement les officiers de l'état-civil ont à leur disposition, pour la rédaction des actes de l'état-civil, des imprimés qu'ils n'ont qu'à compléter.

C'est ainsi que le mode de publicité par l'acte de célébration du mariage fut adopté. La loi de 1850 a ajouté des dispositions aux articles 75, 76, 1391 et 1394 du Code civil. Elle a imposé des obligations :

1° aux notaires ;

2° aux officiers de l'état-civil ;

3° aux Procureurs de la République ;

4° aux futurs époux et aux personnes qui autorisent le mariage.

I. — OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX NOTAIRES

Art. 1394. — « Le notaire donnera lecture aux parties du dernier alinéa de l'article 1391, ainsi que du dernier alinéa du présent article. Mention de cette lecture sera faite dans le contrat, à peine de 10 francs d'amende contre le notaire contrevenant.

» Le notaire délivrera aux parties, au moment de la signature du contrat, un certificat sur papier libre et sans frais, énonçant ses noms et lieu de résidence, les nom, prénoms, qualités et demeures des futurs époux, ainsi que la date du contrat. Ce certificat indiquera qu'il doit être remis à l'officier de l'état-civil avant la célébration du mariage. »

Ainsi la loi de 1850 met à la charge du notaire une triple obligation :

1° lecture aux futurs époux du dernier alinéa des articles 1391 et 1394 du Code civil ; les futurs époux sont ainsi instruits des déclarations à faire à l'officier de l'état-civil, et avertis des conséquences qui résultent pour eux d'une fausse déclaration, puisque, s'ils déclarent être mariés sans contrat, la femme sera capable de contracter dans les termes du droit commun, c'est-à-dire qu'elle ne pourra se retrancher derrière l'inaliénabilité dotale résultant du régime dotal.

2° mention de cette double lecture dans le contrat de mariage, à peine de 10 francs d'amende. Cette mention a été exigée pour assurer l'observation de la loi nouvelle ;

3° délivrance aux futurs époux d'un certificat sur papier libre et sans frais contenant les indications énumérées dans le dernier alinéa de l'article 1394 du Code civil.

Ces obligations sont imposées aux notaires, quelle que soit la profession des futurs époux, c'est-à-dire que ceux-ci soient commerçants ou non ; et elles sont indépendantes de celles que les commerçants doivent observer pour la publicité de leur contrat de mariage (art. 67 du C. com.), en sorte que les commerçants se trouvaient désormais assujettis à une double publicité.

Une question a été soulevée dans la pratique ; les formalités de l'art. 1394 doivent-elles être renouvelées pour chacun des actes qui peuvent, avant le mariage, moyennant l'observation de certaines conditions (art.

1396 et 1397), modifier le contrat de mariage primitif ? On se demande si le notaire qui rédige les contre-lettres doit se conformer à la loi de 1850. La question a été controversée ; et deux systèmes se sont fait jour. Le premier (2), suivi d'abord par la jurisprudence, a décidé que les formalités de l'article 1394 devaient se renouveler à chaque changement : on invoquait à l'appui de ce système le texte de l'article 1394, qui exige les formalités pour toutes conventions matrimoniales. Or, les contre-lettres ne sont-elles pas des conventions matrimoniales ? On ajoutait à cette raison de texte des considérations pratiques : si un laps de temps assez long s'est écoulé entre la rédaction du contrat et la contre-lettre, les futurs époux ont pu oublier les obligations que le notaire leur avait fait connaître, et il est bon de les leur remettre en mémoire ; ensuite, l'article 1396 exige que les formalités qui avaient accompagné le premier contrat soient renouvelées.

Un arrêt de la Cour de Caen, de la même année (2 décembre 1856), confirmé par la Chambre des Requêtes (3), s'attachant à l'esprit de la loi de 1850 aboutit à une solution contraire : les formalités de l'article 1394 ne s'appliquent pas aux contre-lettres ; il suffit qu'elles soient remplies au moment de la rédaction du contrat original. Le but du législateur de 1850 est simplement de faire connaître, par l'acte de mariage, l'existence du contrat de mariage, sa date, le nom et l'adresse du notaire ; peu importe les modifications, car il sera aisé au tiers d'en prendre connaissance. Ainsi, la publicité du contrat principal entraîne avec elle et nécessairement la publicité de

(2) Paris, 12 janvier 1856 ; D. P. 1856-2-57-58.

(3) Requêtes, 18 mars 1857 ; D. 1857-1-210.

l'acte modificatif. Cette solution est admise depuis par la doctrine et par la jurisprudence (4).

II. — OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX OFFICIERS DE L'ÉTAT-CIVIL

Elles sont énoncées dans les articles 75 et 76, paragraphe 10, du Code civil.

Art. 75. — « Il interpellera les futurs époux, ainsi »
» que les personnes qui autorisent le mariage, si elles »
» sont présentes, d'avoir à déclarer s'il a été fait un »
» contrat de mariage, et, dans le cas de l'affirmative, »
» la date de ce contrat, ainsi que les noms et lieu de »
» résidence du notaire qui l'aura reçu. »

Art. 76. — « L'acte de mariage énoncera la déclai- »
» ration, faite sur l'interpellation prescrite par l'ar- »
» ticle précédent, qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait »
» de contrat de mariage, et, autant que possible, »
» la date du contrat, s'il existe, ainsi que les noms et »
» lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu ; le tout »
» à peine contre l'officier de l'état-civil de l'amende »
» fixée par l'article 50. »

Ainsi, deux obligations :

1° interpellation certaines personnes ;

2° mentionner dans l'acte la réponse qui a été faite à l'officier de l'état civil.

1° INTERPELLATION.

a) A qui est-elle faite ? D'abord aux futurs époux, qui lui remettent au préalable le certificat délivré par

(4) Guillouard, T. I, n° 202.

Planiol, Ripert et Nast, loc. cit., n° 72, note 1.

Nîmes, 4 février 1858 ; D. 59-5-99.

le notaire ; ensuite aux personnes dont le consentement est nécessaire pour le mariage, mais cette seconde interpellation n'est exigée que si les personnes qui autorisent le mariage sont présentes

b) Sur quoi porte-t-elle ? Sur un seul point : a-t-il été fait un contrat ? Si on répond à l'officier de l'état-civil qu'il n'en a pas été fait, tout est dit ; si, au contraire, on lui répond qu'il en a été fait un, il demande uniquement la date du contrat, les noms, lieu de résidence du notaire, mais non la nature du régime matrimonial adopté ; si des tiers ont intérêt à connaître le contrat de mariage dans le détail, ils n'auront qu'à exiger des époux la présentation de ce dernier.

2° MENTION DES RÉPONSES FAITES DANS L'ACTE DE MARIAGE.

La loi n'a pas attaché la même importance à toutes les énonciations. La principale est celle relative à l'existence du contrat de mariage ; les autres ne sont que secondaires. L'omission de la première entraîne seule la responsabilité de l'officier de l'état civil (art. 50 et 1382 C. civ.) ; car c'est là le but essentiel de la loi : faire savoir aux tiers s'il y a ou s'il n'y a pas de contrat.

Quant aux deux autres déclarations : date du contrat, nom et lieu de résidence du notaire, l'article 76 exige leur énonciation dans l'acte de mariage « autant que possible » : on n'a pas voulu qu'une erreur ou une omission de l'une de ces énonciations puisse préjudicier à la femme.

Telles sont les obligations imposées à l'officier de l'état civil par la loi de 1850 ; quelles sont les conséquences pratiques du défaut d'observation de ces formalités ?

Trois hypothèses peuvent se présenter :

1° l'officier de l'état civil a oublié d'interpeller les futurs époux et de mentionner leur déclaration dans l'acte de mariage ;

2° il a dénaturé sciemment les déclarations des époux ; il a introduit des déclarations fausses et contraires à leurs attestations ;

3° il a, par simple inadvertance ou négligence, rédigé dans l'acte de mariage des énonciations inexactes, incomplètes ou erronées.

Première hypothèse. — L'acte contient une lacune, de nature à éveiller l'attention des tiers qui entretront en rapports d'affaires avec les époux ; ces tiers s'abstiendront de traiter tant que les époux n'auront pas fait rectifier l'acte, conformément à l'article 99, à moins que, dans l'acte contenant leur engagement vis-à-vis d'un tiers, les conjoints ne déclarent avoir passé un contrat de mariage (art. 1391).

L'officier de l'état civil sera passible d'une amende ne pouvant dépasser 100 francs ; mais il ne doit pas être responsable en vertu de l'article 1382, car la lacune est suffisante pour mettre en garde les tiers et les empêcher de traiter.

Deuxième hypothèse. — Elle est fort improbable car, pour que, sciemment, un officier de l'état civil inscrive une déclaration contraire à celle qui lui a été faite, il faudrait supposer une collusion frauduleuse entre lui et les époux ; mais, dans ce cas, il commettrait un faux en écritures publiques : non seulement il serait passible de l'article 50 du Code civil, mais encore il s'exposerait à la peine des travaux forcés à perpétuité, prévue par les articles 145 et 146 du Code pénal, et pourrait être poursuivi en dommages-

intérêts, soit par les époux, soit par les tiers, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil.

Troisième hypothèse. — Si les énonciations inexactes sont le résultat d'une simple erreur de la part de l'officier de l'état civil, il sera tenu de l'amende de l'article 50 et du préjudice causé aux tiers ; l'acte de mariage sera rectifié, soit à la requête des intéressés, soit d'office, par le Procureur de la République.

III. — OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE

Elles sont de deux sortes : surveillance et contrôle des actes de l'état civil. La surveillance de l'accomplissement des obligations imposées par la loi de 1850 aux notaires et aux officiers de l'état civil résulte d'une circulaire du ministre de la Justice en date du 13 novembre 1850 ; et la rectification des actes erronés et incomplets résulte de l'article 76 du C. civ.

IV. — OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX FUTURS ÉPOUX ET AUX PERSONNES QUI AUTORISENT LE MARIAGE

La loi de 1850 n'impose en termes formels aucune obligation aux futurs époux ; cependant, il est certain que l'article 75 C. civ. leur fait un devoir de répondre loyalement à l'interpellation de l'officier de l'état civil.

Si celui-ci omet de les interpellier, il est de leur intérêt de le lui rappeler ; cependant, aucune obligation légale n'existe à ce sujet, et on ne peut suppléer au silence de la loi.

Les parties intéressées, c'est-à-dire les époux et les

personnes qui ont autorisé le mariage, et, d'après M. de Folleville (5), les personnes parentes qui, par ce même contrat, auraient fait des donations aux époux, ont le droit, concurremment avec le Procureur de la République, de faire rectifier l'acte de mariage, en cas d'omission ou d'erreur.

Cependant, si les époux contreviennent aux prescriptions de la loi de 1850, en déclarant faussement ne pas avoir fait de contrat, une sanction civile leur est applicable : cette sanction est le trait caractéristique de la loi de 1850 ; c'est celle qui est la plus efficace, car les sanctions pénales ou autres prononcées contre les notaires et les officiers de l'état civil ne sont que comme « un surcroît de précautions prises par » le législateur pour sauvegarder l'intérêt des tiers ».

§ III — SANCTION ETABLIE CONTRE LES EPOUX

C'était une bien grave question que celle de savoir quelle sanction l'on devait donner à la nouvelle loi. Celle qui a été finalement adoptée est la suivante, inscrite dans l'article 1391, *in fine* :

« Toutefois, si l'acte de célébration du mariage » porte que les époux se sont mariés sans contrat, la » femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de » contracter, dans les termes du droit commun, à » moins que, dans l'acte qui contiendra son engage- » ment, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de ma- » riage. »

(5) Folleville. - de la publicité des contrats de mariage d'après la loi du 10 juillet 1850 (Revue pratique de droit français, 1872).

Quel est le sens de cette disposition ? Elle ne signifie pas que la femme mariée, quel que soit son régime matrimonial, sera, comme la jeune fille majeure, capable de faire seule tous les actes de la vie juridique, sans avoir besoin de l'autorisation de son mari, ni de celle de la justice ; ceci ne se comprendrait pas, car l'incapacité de la femme mariée serait ainsi supprimée, alors que le seul fait du mariage rend la femme incapable, indépendamment du régime adopté. Cette disposition ne signifie pas, non plus, que le contrat non rendu public ne sera pas opposable aux tiers, les époux étant réputés mariés sous le régime de la communauté légale.

Tel n'est pas le système de la loi de 1850, qui décide que, si l'acte de célébration du mariage porte que les époux se sont mariés sans contrat, « la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun... » : ce qui veut dire que la femme, mariée en réalité sous le régime dotal et qui aura traité avec un tiers, sera valablement tenue sur ses biens dotaux et ne pourra opposer à ce tiers l'inaliénabilité de sa dot. C'est donc uniquement contre le statut de l'inaliénabilité dotale que la loi protège les tiers ; à tous autres égards, le régime contractuel des époux est parfaitement opposable à ceux-ci, car, dans ce cas, ils ne sont pas sans défense.

Ainsi, la femme qui a mensongèrement dissimulé son contrat ne peut se prévaloir d'une clause de ce contrat qui, par la soumission au régime dotal, renforce son incapacité et l'empêche de contracter, même avec l'autorisation de son mari. Mais la femme conserve, au contraire, le droit d'invoquer le contrat dissimulé, quand il n'augmente pas l'incapacité de droit commun : le tiers n'a qu'à se protéger contre la frau-

de en exigeant la double signature du mari et de la femme.

Si, notamment, il s'agit de donner à bail un immeuble appartenant à la femme, la situation est différente suivant que les époux sont mariés sous le régime de la communauté ou sous le régime de la séparation de biens, ou sous le régime dotal.

Dans le premier cas, le mari, en sa qualité d'administrateur des propres de sa femme, pourra valablement passer seul l'acte de bail avec les tiers ; la femme devra le respecter, bien qu'elle fut absente lors de la signature du contrat (art. 1429, 1430 C. civ.).

Il n'en est plus de même si la femme est séparée de biens, car, dans ce cas, elle garde la jouissance et l'administration de ses biens, le mari n'a pas qualité pour donner à bail un immeuble appartenant à sa femme ; s'il l'a fait, la femme peut demander la nullité du bail, et le tiers sera évincé. Pour se mettre à l'abri, celui-ci n'aura qu'à exiger la signature des deux époux ; ainsi, le mari et la femme sont obligés vis-à-vis du tiers ; le bail est sûrement valable, quel que soit le régime matrimonial, car forcément l'une des deux signatures est utile.

Mais la situation du tiers change si la femme est dotale : Il ne lui est pas possible, quelle que soit sa prudence, quelques précautions qu'il prenne, de se garantir contre la fausse déclaration de la femme ; le mari ne peut engager la dot, puisqu'elle ne lui appartient pas, et la femme ne le peut pas non plus, puisqu'elle est frappée, quant à sa dot, d'une incapacité spéciale, surajoutée à celle qui dérive pour elle du mariage.

Si les époux qui ont fait, à l'insu du public, un contrat de mariage stipulant le régime dotal, déclarent

mensongèrement n'avoir fait aucun contrat, quelle ressource restera-t-il au tiers ? il n'a aucun moyen pour vérifier cette allégation. Si la femme a des paraphernaux, ceux-ci répondront de son engagement, car elle est, quant à ces paraphernaux, dans la situation d'une femme séparée de biens ; mais, si la femme s'est constituée en dot, tous ses biens présents et à venir, le créancier doit agir comme si ces biens ne constituaient pas son gage propre.

Ainsi, il apparaît que la loi de 1850 ne veut protéger le tiers que s'il n'a aucun moyen de se protéger lui-même et s'il est trompé. C'est pourquoi il faut apporter deux restrictions à la sanction prévue par l'article 1391 contre la femme :

1° Si l'acte de mariage est simplement muet sur la question de l'existence du contrat de mariage, parce que l'officier de l'état civil a omis d'y faire la mention prescrite par la loi, et si la femme est mariée sous le régime dotal, celui-ci conservera ses effets vis-à-vis des tiers (6). Pour que la femme ne puisse invoquer les clauses de son contrat de mariage augmentant son incapacité, il faut une énonciation fausse et mensongère ; une omission n'est pas suffisante, car l'acte de mariage contient une lacune, dont les tiers peuvent facilement se rendre compte, et c'est à eux de s'abstenir de traiter jusqu'à ce que l'acte de mariage ait été rectifié conformément à l'article 69.

2° La femme qui a fait à l'officier de l'état civil une déclaration mensongère n'est pas définitivement et irrévocablement déchue du droit d'invoquer sa qualité de femme dotale. Pour cela, il lui suffi-

(6) Planiol, Ripert et Nast. - loc. cit., n° 72.

ra purement et simplement de déclarer dans l'acte même qui constatera son engagement, qu'elle a fait un contrat de mariage.

Elle répare la faute initiale, et le tiers averti ne peut arguer de son ignorance.

Un tiers, instruit par des révélations étrangères sur le régime matrimonial des époux avec qui il va traiter, peut-il se prévaloir de la loi de 1850 ? Il est admis (7), bien que la loi soit muette sur ce point, que les tiers qui ont eu connaissance de l'existence des conventions matrimoniales, par n'importe quelle voie, ne peuvent se prévaloir de l'inobservation des formalités prescrites, en sorte que ces conventions leur sont opposables.

La loi Belge du 16 décembre 1851, article II additionnel, prescrit que « l'acte de célébration du mariage doit énoncer la date des conventions matrimoniales des époux et l'indication du notaire qui les » a reçues ; que, faute de quoi, les clauses déroga-
» toires au droit commun ne pourront être opposées
» aux tiers qui ont contracté avec les époux, dans
» l'ignorance des conventions matrimoniales » (8).

La loi de 1850 a pour but de purger le régime dotal des abus qui peuvent le rendre injuste ; elle doit recevoir application toutes les fois que les clauses déroatoires au régime légal affectent d'inaliénabilité les propres de la femme.

Ainsi, des époux communs en biens ne pourraient pas se prévaloir des clauses d'emploi ou de remploi déclarées opposables aux tiers, si elles résultent d'un

(7) Répertoire pratique Dalloz : Contrat de mariage, n° 83.

(8) Arntz. - Cours de droit civil français, comprenant l'explication des lois qui ont modifié le Code civil en France et en Belgique, T. 3, p. 258.

contrat de mariage dont ils auraient nié l'existence en contractant, et qu'ils auraient dissimulé en se mariant (9).

Tel est le mécanisme de la loi de 1850, qui introduisit la publicité du contrat de mariage en France. On peut se rendre compte combien rudimentaire est cette publicité, surtout si on se place à l'époque actuelle. Ce n'est pourtant que près d'un demi-siècle après la rédaction du Code civil, que le besoin de faire connaître si oui ou non les époux avaient fait un contrat de mariage se fit sentir d'une façon plus impérieuse. Ce mode de publicité devait durer, en France, jusqu'à nos jours. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, nous sommes très en retard par rapport aux législations étrangères qui, depuis le début du xx^e siècle, ont adopté un système en accord avec les exigences de notre époque, avec abandon de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Il paraît nécessaire aujourd'hui de modifier une législation qui n'est plus en harmonie avec les conditions actuelles.

(9) Civ. 26 février 1912, D. 1912-1-359, solution implicite. A. Colin et Capitant, Cours élémentaire de droit civil français t. III, n° 30.

CHAPITRE III

MODIFICATIONS APPORTEES DEPUIS 1850 AU REGIME DE PUBLICITE

Il ne faudrait pas croire cependant que le système de publicité établi par la loi de 1850 soit resté tel quel, sans subir certaines modifications. Ce sont ces réformes partielles que nous allons maintenant envisager.

§ I. -- PUBLICITE DES DEROGATIONS APPORTEES PAR CERTAINES DISPOSITIONS LEGISLATIVES A L'IMMUTABILITE DES CONVENTIONS MATRIMONIALES

Sous le régime du Code civil de 1804 et du Code de procédure de 1807, aucune mesure de publicité n'était prévue pour constater la réconciliation des époux séparés de corps, quand cette réconciliation ne s'accompagnait pas du retour au régime primitif ; cette situation était sans inconvénient, parce que la sépara-

tion de corps laissait alors subsister pour tous les actes de disposition l'incapacité de la femme mariée, et se bornait à conférer à la femme la capacité d'administration d'une femme séparée de biens. Par conséquent, quand des époux séparés de corps se réconciliaient et reprenaient la vie commune sans restaurer leur régime primitif, cette réconciliation n'entraînait, vis-à-vis des tiers, aucune modification dans la situation juridique de la femme.

Mais la loi du 6 février 1893 est venue accorder à la femme séparée de corps une pleine capacité (art. 311 nouv.).

Il devenait donc nécessaire de porter la réconciliation des époux à la connaissance des tiers, au cas où la femme (qui, pendant toute la durée de la séparation de corps, avait été totalement soustraite à l'incapacité de la femme mariée) accepte (sans restaurer son régime primitif) de se placer sous le régime de demi-capacité d'une femme séparée de biens (art. 1449).

L'article 311 nouveau, alinéa 4, a donc organisé pour ce cas une publicité :

1° il doit être dressé un acte notarié en minute constatant la réconciliation des époux, et un extrait de cet acte doit être affiché dans la salle principale du tribunal de première instance, et, si le mari est commerçant, dans celle du tribunal de commerce ;

2° mention de cet acte doit être faite en marge :

a) de l'acte de mariage des époux ;

b) du jugement ou arrêt qui avait prononcé la séparation de corps ;

3° un extrait de l'acte de réconciliation doit être

publié par insertions dans les journaux du département recevant les publications légales.

Faute de procéder à cette publicité, la réconciliation est valable entre les époux, mais la femme reste pleinement capable vis-à-vis des tiers, comme si elle était célibataire ; si la femme, postérieurement à la réconciliation, contracte avec un tiers, sans l'autorisation maritale, ni elle, ni le mari, ne pourront demander la nullité de son acte.

Depuis 1893, la femme séparée de corps, qui se réconcilie avec son mari, a, pour sa capacité et son régime matrimonial, le choix entre trois solutions :

1° si la réconciliation a lieu seulement en fait, et sans publicité, aucune modification n'est apportée en ce qui concerne la capacité de la femme ; elle demeure séparée de biens et reste pleinement capable, dans les termes de l'article 311, al. 3 ;

2° les époux peuvent décider de faire publier la réconciliation, conformément à l'article 311, al. 4, mais sans rétablir leur contrat de mariage : la femme conserve alors le bénéfice de la séparation de biens ; elle aura une capacité limitée ; elle conserve la libre administration de ses biens, mais l'article 1449 décide qu'elle ne pourra aliéner qu'avec le consentement de son mari. Il y a simplement restauration de l'incapacité de la femme mariée ;

3° les époux séparés de corps peuvent, après s'être réconciliés, rétablir leur régime matrimonial primitif : la femme retombe dans l'état d'incapacité où l'avait placée ce régime ; mais il faut, dans ce cas, se conformer à la publicité organisée par l'article 1451.

Ainsi, pendant le mariage, et seulement au cas de séparation de corps, trois situations différentes peu-

vent se produire ; si les tiers n'étaient pas avertis, comment pourraient-ils traiter avec des époux ? Ces divers changements ne sont-ils pas autant de modifications apportées au régime initial ? N'est-ce pas une atteinte au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ?

Chose curieuse, la publicité prescrite en 1893, pour le simple retour de la femme séparée de corps et réconciliée, à la demi-capacité de l'article 1449, est plus compliquée que celle organisée en 1804 (art. 1451) par la restauration complète de la communauté initiale. On s'est demandé si, dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de cumuler, depuis 1893, dans ce second cas, les formalités de l'article 1451 avec celles du nouvel article 311, et notamment de faire une insertion dans les journaux (1).



La loi du 19 décembre 1928, modifiant les articles 867, 872 et 880 du C. pr. civ., est venue simplifier la publicité des jugements de séparation de biens ou de séparation de corps. Elle a supprimé l'affichage dans les chambres d'avoués et de notaires, affichage illusoire, puisque fort peu de monde pénètre dans ces locaux et prend connaissance des placards poussièreux qui y sont apposés.



La loi du 4 janvier 1930 a modifié l'article 295 du Code civil, en le réduisant à son premier alinéa : « au cas de réunion d'époux divorcés, une nouvelle

(1) *Pour l'affirmative* : Trib. de Nîmes, 30 juillet 1896 ; D. 97-2-325.

Pour la négative : Planiol, Ripert et Rouast. - Traité pratique de droit civil français, II, n° 695.

exigences de l'époque. Si le Code de 1804 a créé la publicité dans l'intention de protéger les tiers, ces derniers ont maintenant besoin d'une protection renforcée ; car la femme joue un rôle de plus en plus important dans la vie juridique, grâce à son émancipation, et, si son incapacité de femme mariée existe toujours dans le Code civil, du moins elle est de plus en plus diminuée dans ses effets et ses conséquences, à la suite de lois nouvelles et des hardiesses de la jurisprudence.

De plus, par suite du développement considérable des affaires et de la malhonnêteté des parties contractantes, il est de toute nécessité qu'un système sérieux et énergique de publicité soit institué, punissant sévèrement les fraudeurs, et, de la sorte, protégeant les contractants honnêtes, consolidant le crédit de ceux qui en sont dignes

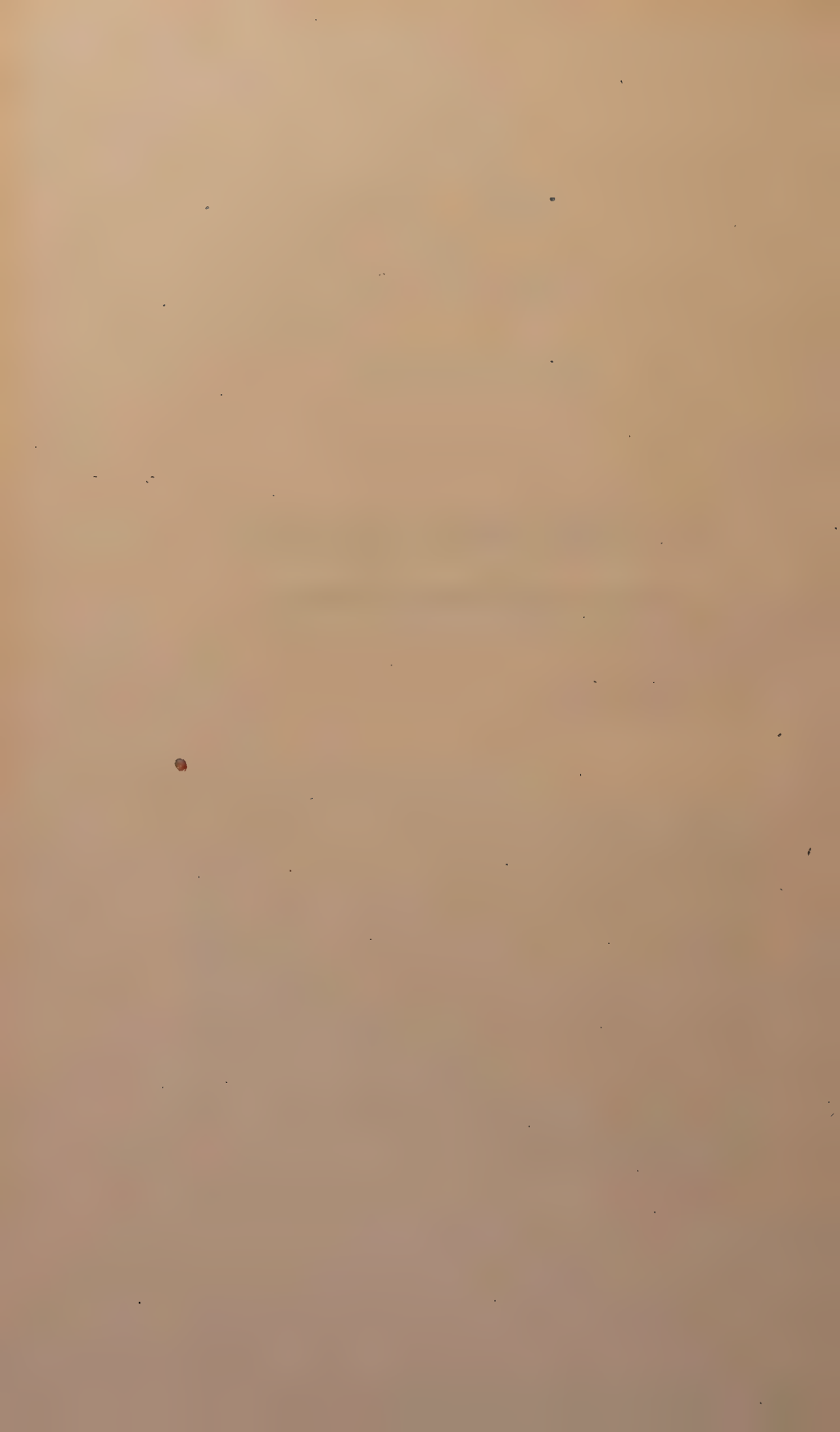
Il est certain qu'un pas a été fait grâce à la loi du 1^{er} juin 1924, maintenant le registre matrimonial en Alsace et Lorraine, mais il est regrettable que cette législation moderne ne soit appliquée que dans trois départements. Cependant, on doit reconnaître que, depuis quelques années, il est question de changer notre régime de publicité, et certaines lois ne se comprennent que, si une nouvelle organisation de la publicité des actes, intéressant les rapports pécuniaires des époux, entrerait en vigueur. Lors du vote de la loi du 4 juin 1930, une réforme, à ce sujet, avait été envisagée : cependant, rien n'a été fait. La majorité de la doctrine est en faveur de cette réforme. Une Commission spéciale de la Société d'études législatives, composée des juristes les plus éminents de notre époque, parmi lesquels nous pouvons citer : MM. Demogue, Capitant, Beudant, Truchy, Lyon-Caen, Lévy, Lalou, a élaboré un projet de loi. Celui-ci montre bien la ten-

dance vers laquelle doit évoluer nécessairement notre législation., Mais avant d'étudier ce projet, pour tâcher de dégager les avantages que nous pourrions retirer de sa mise en vigueur, il est nécessaire de faire connaître les systèmes de publicité institués par les Codes modernes.

DEUXIEME PARTIE

LES SYSTEMES DE PUBLICITE DES CODES MODERNES

Nous avons dit précédemment que les Codes modernes, contrairement au Code civil français, ne s'étaient nullement souciés du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Mais une question essentielle se pose : comment les tiers sont-ils protégés ? Ce serait, en effet, fort dangereux pour eux, si les époux pouvaient à volonté apporter des modifications à leur contrat de mariage sans qu'ils en soient avertis. Des mesures de publicité très complètes ont donc été prévues et organisées, afin de porter à la connaissance de tous ceux qui veulent traiter avec des époux, leur contrat de mariage initial et les modifications qu'il a pu subir.



CHAPITRE I

LE REGISTRE DU REGIME DES BIENS DANS LE CODE CIVIL ALLEMAND

L'article 1432 du Code civil allemand pose un double principe : la faculté pour les époux de régler leurs conventions matrimoniales par contrat de mariage, le principe de la liberté des conventions matrimoniales.

La notion de contrat de mariage (ehevertrag), importante à divers points de vue, n'est pas précisée exactement par ledit article. Il est incontestable que ne tombent pas sous cette appellation, les conventions réglant les rapports personnels des époux, ou, plus généralement, les effets du mariage. Qui dit contrat de mariage dit essentiellement règlements d'intérêts pécuniaires entre époux ; mais ce règlement doit concerner le régime général des biens, que le mariage met forcément en contact et établit d'après les dispositions tant du régime légal que des régimes conventionnels organisés par la loi ; sont exclus de la notion du contrat de mariage les dispositions qui pourraient

être convenues par les époux, alors qu'aucun régime de biens n'existerait entre eux. Ainsi rentrent dans la notion du contrat de mariage, non seulement la convention qui écarte, en tout ou en partie, le régime légal, mais encore celles qui modifient le contenu des diverses masses de biens, soumises ou soustraites aux pouvoirs du mari (bien de communauté, bien d'apport, bien réservé), celles qui altèrent les pouvoirs de disposition d'un époux, celles qui mettraient à la charge du « bien réservé » des dettes incombant au « bien d'apport » et réciproquement. (1)

Le principe de la mutabilité des conventions matrimoniales est posé en termes généraux par le même article 1432. Conformément au droit commun allemand et aux tendances de la plupart des législations locales de l'Empire (en effet, cette solution n'a pas été chez nos voisins une innovation, car, avant la rédaction du nouveau Code, les pactes post-nuptiaux étaient permis ; cette faculté existait en Bavière, en Prusse, en Saxe royale et en Wurtemberg), le Code civil allemand permet les conventions matrimoniales non seulement avant, mais aussi après le mariage conclu. Les époux peuvent, désormais, changer de régime au cours du mariage, ou, plus spécialement, modifier leurs conventions matrimoniales, sans aucune limitation ; autrement dit, les époux allemands peuvent, autant de fois qu'ils le jugent à propos, soit changer leur régime matrimonial, soit modifier une ou plusieurs conséquences de ce régime. Toujours et en tout temps, ils peuvent changer leurs conventions matrimoniales, ils n'épuisent pas leur droit au bout d'une

(1) Code allemand traduit et annoté par Bufnoir, Challane, etc...

période déterminée ou après l'avoir exercé un certain nombre de fois.

Une seule condition de forme est nécessaire : les solennités prescrites par l'article 1434 s'appliquent aux actes postérieurs au mariage aussi bien qu'à ceux qui l'ont précédé. Cet article soumet le contrat de mariage à la forme judiciaire ou notarié des contrats, mais, en raison de son importance en vue d'assurer l'efficacité de la forme prescrite pour la protection des parties, il exige la présence simultanée de celles-ci par dérogation à la règle générale des contrats.

Pour quelles raisons le Code civil allemand a-t-il repoussé l'immutabilité des conventions matrimoniales ? « Chez nous, l'immutabilité est un dogme. Dans » les différentes Commissions préparatoires allemandes, je ne crois pas qu'il y ait eu une seule voix » pour la soutenir » (2). L'idée qui a prévalu est que, à la suite de modifications survenues dans la fortune des époux, des changements au régime primitivement adopté peuvent être d'une grande utilité.

Il n'a pas paru qu'il eût lieu de les empêcher à raison de l'influence possible d'un des époux sur l'autre ; le Code civil allemand ne contient ni prohibition ou restriction des donations entre époux, ni aucune limitation particulière aux contrats entre époux, sauf les conséquences normales du régime matrimonial.

Quant à l'intérêt des tiers, il a semblé que l'établissement d'un système de publicité serait un moyen simple pour éviter tout danger. Grâce à l'organisation de cette publicité effective pour toutes les conventions matrimoniales, il est possible de sauvegarder les in-

(2) Opinion de M. Saleilles, rapportée dans la thèse de M. Henry, p. 115.

térêts des tiers. Pour les rédacteurs du Code allemand, cette protection a paru suffisante, et ils n'ont pas vu la nécessité de mettre obstacle à la liberté des époux en matière de conventions matrimoniales.

Ce système de publicité a une telle importance que nous allons l'examiner en détail.

Dans un grand nombre de dispositions concernant les rapports patrimoniaux des époux, le Code civil allemand a, en vue de la protection de la bonne foi des tiers, subordonné l'efficacité juridique de certains faits à leur publication ou à leur connaissance effective par les personnes y ayant intérêt. La publicité qui était nécessaire à ce but ne devait pas consister uniquement dans un affichage ou une insertion dans un journal, autant de modes éphémères de publicité, et pour avoir une certaine permanence, afin de répondre aux exigences de tout moment, il fallait qu'elle eût lieu, avant tout, sur un registre public, analogue au registre du commerce : le registre du régime matrimonial des biens (*Güterrechtsregister*). Ce registre existait d'ailleurs dans certaines localités, par exemple à Brème et à Oldenbourg.

Une publicité, plus large aux inscriptions du registre, est assurée par une insertion dans un journal. Cette publicité secondaire n'est pas une condition essentielle de la publication requise, et son absence ne peut engager la responsabilité des époux. C'est une simple mesure réglementaire confiée au tribunal de bailliage, et elle n'augmentera pas les frais de publicité pour les époux.

Les articles 1558 à 1563 contiennent des dispositions destinées à mettre en œuvre la publicité, mais il faut les compléter par un règlement du Conseil de l'Empire en date du 3 novembre 1898, contenant des

dispositions de fait sur l'institution et la tenue du registre matrimonial.

La tenue du registre matrimonial est confiée au juge ou à l'un des juges composant le tribunal de bailliage (*amtsgericht*). En cette qualité, le juge n'a pas à veiller lui-même à l'observation des prescriptions légales. Son rôle se borne à recevoir les inscriptions sans en vérifier la sincérité, et en assurer la communication publique. Cependant, il ne doit recevoir, pour y être inscrites, que les indications conformes à la loi et dont la publicité est légalement admise ; c'est ainsi qu'on ne peut faire inscrire au registre du régime des biens la simple demande en suppression du régime. Si une inscription a eu lieu qui ne fut pas admissible, soit en elle-même, soit faute d'un élément essentiel, elle peut être rayée.

Quel est le tribunal compétent ? L'article 1558 détermine la compétence essentiellement d'après le domicile du mari, que l'on considère comme étant le siège principal des rapports patrimoniaux des époux. L'inobservation de cette compétence entraîne l'inefficacité des inscriptions. Lorsque le mari transporte son domicile dans un autre ressort, l'inscription doit être faite sur le registre du nouveau domicile (art. 1559). Aucun délai n'est fixé pour la nouvelle inscription, d'où il résulte que l'ancienne n'est plus efficace à partir du changement de domicile.

Les inscriptions qui doivent être faites au registre matrimonial peuvent se ramener aux suivantes :

1°) Limitation ou exclusion du pouvoir d'administration domestique reconnu à la femme par l'article 1357 ;

2°) Exclusion ou changement du régime légal, de

même que dissolution ou modification d'un règlement des rapports matrimoniaux déjà inscrit ;

3^o) Opposition du mari contre l'exercice par la femme d'une entreprise de caractère lucratif, ou révocation de son assentiment, de même que retrait de l'opposition ou de la révocation.

L'inscription au registre n'a lieu que sur requête dressée en forme authentique et dans la mesure seulement où elle est requise (art. 1560), c'est-à-dire que lorsqu'on a à faire connaître telle ou telle disposition d'un contrat de mariage, il n'y a qu'à extraire ces dispositions, et ainsi on n'est pas obligé de publier ni même de présenter tout le contrat ; et si un contrat de mariage porte adoption, aux lieu et place du régime légal ordinaire, d'un des régimes organisés dans leur ensemble par la loi, la publicité donnée à cette disposition entraîne la publicité de toutes les conséquences dudit régime.

La pensée générale de la loi à cet égard, c'est que chaque époux doit avoir le droit de requérir les inscriptions au registre, afin de procurer l'efficacité des clauses ou événements dont la publicité est nécessaire. Ainsi, la réquisition doit être faite par les deux époux. Cependant, et par exception, il est admis que la réquisition d'un des époux suffit, soit lorsqu'il accomplit seul le fait à publier (par exemple dans les cas visés par les articles 1357, al. 2 et 1405, al. 3 : exclusion ou limitation du pouvoir d'administration domestique de la femme ; opposition contre l'exercice à titre indépendant d'une entreprise d'un caractère lucratif par la femme ou retrait de l'assentiment donné à pareille entreprise, où il s'agit d'une disposition purement unilatérale du mari influant sur les rapports patrimoniaux), soit lorsque les circonstances et

la production de certaines pièces suppriment toute difficulté touchant l'application régulière de la publicité. Mais dans le cas où ce qui est publié ne dépend pas seulement de la volonté unilatérale de l'un des époux, mais d'autres conditions plus précisément déterminées par la loi, la réquisition des deux époux est nécessaire (art. 1561).

La publicité secondaire dont nous avons parlé est mentionnée dans l'article 1562. Il suffit, pour satisfaire la loi, d'une seule insertion faite dans un journal désigné pour recevoir ces sortes de publications. Si un changement de régime vient à se produire, soit en vertu d'un contrat de mariage, soit à la suite d'un jugement, seule, la désignation du régime est indiquée, mais si ce régime déroge à la loi, on mentionne la dérogation : par exemple si l'on est convenu d'admettre un « bien réservé » par contrat de mariage pour la femme, il suffit de faire connaître cette clause, sans énumérer les objets déclarés « biens réservés. »

L'article 1563 pose le principe essentiel de la publicité du registre du régime matrimonial des biens et précise quelques règles ; cet article doit être complété par quelques autres dispositions empruntées à d'autres lois, et notamment à la loi sur la juridiction gracieuse et au règlement du Conseil d'Empire. Toute personne peut prendre connaissance du registre ; il n'est besoin de justifier d'aucun intérêt pour pouvoir consulter tant le registre du régime des biens que l'inventaire des objets faisant partie du « bien réservé ». Il va de soi que la communication des registres ne peut être exigée qu'aux heures de service. À côté des copies, délivrées par le greffier et légalisées sur requête, la loi prévoit dans certaines dispositions limitativement énumérées, des certificats attestant par ex-

traits certaines indications du registre, que le tribunal délivre aux époux ou à leurs créanciers. Il y a également des certificats négatifs que le tribunal de bailiage doit remettre à tout requérant, constatant que telle inscription déterminée n'a pas été faite, ou que, sur l'objet d'une inscription, il n'existe pas d'autres inscriptions.

Telle est l'organisation du régime de publicité en Allemagne. Le Code civil allemand ne fait pas dépendre l'effet des conventions matrimoniales ou d'autres circonstances pouvant influencer sur le régime des biens entre époux, de leur publicité ; mais un registre du régime des biens ayant été organisé, il prend pour point de départ ce fait que quiconque entre en relations d'affaires, par actes juridiques ou par procès, avec des personnes mariées, doit se fier, quant à leur régime matrimonial, soit au registre des biens, s'il y a des inscriptions, soit, à défaut de toutes inscriptions, au régime légal.

Dans cette idée et dans l'intérêt des tiers de bonne foi, le Code civil allemand attache une sanction au défaut de publicité, sur le registre des biens, de certaines conventions matrimoniales.

SANCTIONS DU DÉFAUT D'INSCRIPTION

La question peut se poser ainsi : deux époux ont fait leur contrat de mariage, mais ils ne l'ont pas fait inscrire au registre matrimonial ; ou, s'ils l'ont publié, ils ont modifié le premier contrat par une convention ultérieure restée occulte : quelle sera, à l'égard des tiers, la valeur de ces conventions non publiées ?

Envisageons trois hypothèses :

1^o) *Les conventions matrimoniales que l'on veut opposer aux tiers ont été inscrites.* — Dans ce cas,

elles gardent toute leur efficacité vis-à-vis des tiers. Ces tiers ne doivent être protégés que dans la mesure de leur bonne foi ; le registre matrimonial étant public, ils n'avaient qu'à le consulter, et ainsi ils ne peuvent se prévaloir de leur ignorance.

2°) *Les conventions n'ont pas été inscrites et sont restées ignorées des tiers.* — Dans ce cas, elles ne leur sont pas opposables. Si des personnes qui veulent traiter avec des époux doivent faire attention aux inscriptions du registre, elles sont en droit de tenir compte de l'absence de toute inscription. L'article 1435, du Code civil allemand prévoit deux hypothèses :

a) Cas où les époux ont répudié le régime légal pour adopter un autre régime de leur choix, mais n'ont pas publié le contrat de mariage. Dans ce cas, le régime adopté étant resté occulte, les tiers ont cru à l'adoption du régime légal. Il en résulte que les effets immédiats et directs des actes passés avec l'un des époux sont ceux qui auraient dû résulter du régime légal. Supposons que le régime occulte adopté par les époux soit celui de la séparation de biens. Le mari donne à bail un immeuble de la femme ; sous le régime légal, le bail consenti par le mari est opposable à la femme et, dans le cas que nous avons envisagé, il en sera de même, car, d'après l'article 1435 du Code civil allemand, on ne peut se fonder sur un régime occulte pour rendre nul un acte passé avec un tiers.

b) Le deuxième alinéa de l'article 1435 prévoit le cas où le régime conventionnel adopté par les époux a bien été publié, mais, par une convention postérieure qui reste occulte, ils l'ont modifié ou supprimé. Supposons le même exemple que précédemment ;

mais les époux qui ont adopté le régime de la séparation de biens l'ont remplacé, postérieurement à la publication, par le régime légal au moyen d'une convention restée secrète ; la femme, sous ce régime, n'a pas la libre disposition de ses apports. Supposons qu'elle dispose de l'un de ses biens seule et sans l'autorisation de son mari ; cette vente, nulle en elle-même, puisque la séparation de biens a disparu et que le mari est seul administrateur, se trouve cependant valable vis-à-vis des tiers, car ceux-ci ne pouvaient connaître le changement de régime opéré clandestinement par les époux.

Supposons, à l'inverse, que la séparation de biens ait été substituée au régime légal, mais que ce changement n'ait pas été publié. Un tiers fait un prêt d'argent au mari, et, comme il n'est pas payé à l'échéance et que les biens du mari sont insuffisants, il veut saisir les fruits et revenus personnels de la femme. Elle va s'y opposer en disant qu'au moment du prêt le régime légal n'existait plus. La question est de savoir si le tiers, trompé, peut invoquer l'article 1435 en soutenant que le régime de séparation de biens n'ayant pas été publié sur le registre des biens, ne peut lui être opposé. Suivant l'opinion généralement admise par les commentateurs allemands, le tiers ne peut se prévaloir dudit article. En effet, l'acte qu'il a conclu avec le mari est valable indépendamment du régime matrimonial adopté ; le seul effet du prêt a été d'engager personnellement le mari, cet engagement subsiste et si le tiers est dans une situation différente, cela provient tout simplement de la diminution du gage du créancier, résultat unique du changement apporté aux conventions matrimoniales. Mais le débiteur n'est nullement responsable vis-à-vis de son

créancier de la consistance de son patrimoine. Il y a là un fait normal auquel le tiers, avant de conclure, aurait dû penser. C'est un système analogue à celui de la loi française du 10 juillet 1850, qui exige pour plus de sécurité de la part du créancier qui veut avoir la garantie de la femme d'obtenir l'engagement personnel de celle-ci.

3°) *Les conventions matrimoniales n'étaient pas inscrites, mais étaient connues des tiers.* — Puisqu'il est établi des registres publics, pour la validité des conventions matrimoniales à l'égard des tiers, on doit tenir compte de l'existence ou de l'absence d'inscriptions sur ces registres. L'article 1435 du Code civil allemand déclare que si les tiers ont connu, en dehors du registre des biens, le véritable régime des époux, ils doivent nécessairement le subir. Mais dans ce cas, bien entendu, les époux devront prouver que les personnes avec lesquelles ils ont traité étaient au courant de leurs conventions matrimoniales.

C'est là une solution tout à fait identique à celle que les auteurs français ont proposé et que l'on a adoptée quand la question s'est présentée.

VALEUR DE L'INSCRIPTION AU POINT DE VUE DE LA PREUVE

Le seul effet de l'inscription, c'est de fournir une présomption de publicité, de faire présumer qu'un régime inscrit est connu des tiers. Le registre des biens est public et les tiers ne peuvent se retrancher derrière leur ignorance. A l'inverse, tout régime non inscrit doit être considéré comme ignoré des tiers. L'article 1435 déclare cependant, comme nous l'avons dit, que s'ils ont eu, par ailleurs, connaissance du régime des époux avec lesquels ils traitent, il leur est oppo-

sable. Il n'aurait pu en être autrement que si le Code avait rendu la publicité du régime adopté obligatoire. Or, l'inscription est seulement facultative : l'article 1560 du Code civil allemand décide : « une inscription au registre ne se fait que sur requête et dans la mesure seulement où elle est requise. La requête doit être dressée en forme authentique. » Donc, il suffira aux époux d'établir que leurs cocontractants ont eu effectivement connaissance du contrat de mariage, pour que celui-ci leur soit opposable, même non publié. Les tiers n'ont pas alors le droit d'exiger que le contrat de mariage soit inscrit sur le registre. Mais ils ne courent aucun risque : comme, aux termes de l'article 1434, tout contrat de mariage doit être passé en justice ou par devant notaire, il leur sera facile d'exiger, avant de traiter, la production d'une expédition du contrat dont ils ont connu, en fait, l'existence.

Tel est, dans ses grandes lignes, le système de publicité adopté par le Code allemand, qui élargit la liberté de contracter accordée aux époux relativement à leurs conventions matrimoniales. Ce système, qui ne s'est nullement inquiété de l'influence que peut exercer un des époux sur l'autre au cours du mariage, s'est préoccupé, au contraire, de protéger les tiers contre les fraudes possibles ; l'organisation de la publicité des conventions matrimoniales remplace avantageusement le principe de l'immutabilité quant aux garanties que ce dernier peut procurer aux tiers.

Il nous reste désormais à examiner le système adopté par le Code Fédéral Suisse, et qui, par de nombreux points, se rapproche du Code civil allemand.

CHAPITRE II

LE REGISTRE DES REGIMES MATRIMONIAUX DANS LE CODE CIVIL SUISSE

Le Code civil fédéral suisse fut adopté par le Conseil national et le Conseil des Etats le 10 décembre 1907 ; il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

Dans les « dispositions générales » relatives au régime matrimonial, l'article 179 pose le principe que le contrat de mariage peut être passé avant ou après la célébration du mariage ; les parties sont tenues d'adopter dans leur contrat l'un des régimes prévus par le Code ; le contrat conclu pendant le mariage ne peut porter atteinte aux droits que les tiers avaient sur les biens des époux. Et l'article 181 précise que le contrat de mariage doit être reçu en la forme authentique, ainsi que les modifications et la révocation du contrat ; les conventions matrimoniales passées pendant le mariage sont soumises, en outre, à l'approbation de l'autorité tutélaire : elles deviennent opposables aux tiers en conformité des dispositions relatives au registre des régimes matrimoniaux.

Le législateur suisse s'est préoccupé de concilier la liberté du contrat de mariage avec les intérêts des tiers, grâce à une publicité appropriée.

L'institution du registre des régimes matrimoniaux a été empruntée par le législateur suisse au Code allemand ; mais ce registre existait déjà à Bâle. (1)

La tenue de ce registre est confiée au préposé au registre du commerce (à moins que les Cantons n'en chargent des fonctionnaires particuliers). L'article 251 nous indique que la publication du contrat de mariage mentionne simplement le régime matrimonial adopté par les époux. Le registre est public, des extraits sont délivrés à quiconque en fait la demande.

L'inscription a lieu sur le registre du domicile du mari, et, s'il change de domicile, elle doit aussi être faite sur le registre du nouveau domicile adopté : on n'a que trois mois pour effectuer ce changement de registre, et les anciennes inscriptions sont périmées au bout de ce temps. (art. 250)

L'un et l'autre des époux a le droit de requérir l'inscription, à moins que la loi n'en dispose autrement ou que le contrat n'exclue expressément l'inscription. (art. 249).

Que faut-il mentionner sur ce registre ? Doivent y être inscrites toutes les clauses du contrat de mariage que les époux entendent rendre opposables aux tiers. Doivent aussi y être inscrites pour produire effet à l'égard des tiers les décisions judiciaires concernant le régime matrimonial, et les actes juridiques intervenus entre époux au sujet des apports de la femme ou des biens communs (art. 248-249).

(1) Chaude. - Le nouveau Code suisse.

Si le contrat peut être modifié au cours du mariage, il ne peut l'être à l'encontre des droits des tiers. Ceux-ci n'ont, par suite, qu'à se préoccuper de l'existence ou de la non existence d'un contrat antérieur au mariage. Ils sont donc dans la même situation qu'en France, mais le registre matrimonial leur procure une protection beaucoup plus efficace que les mesures instituées par la loi du 10 juillet 1850, car celle-ci révèle seulement aux tiers l'existence d'un contrat sans en faire connaître les dispositions, et elle laisse leur valeur à toutes les clauses du contrat tenu secret qui n'ont pas trait à l'inaliénabilité dotale : elle est dirigée exclusivement contre le régime dotal.

La protection qui résulte du registre suisse est plus large. L'extrait du registre que tout le monde peut se faire délivrer porte copie intégrale des clauses que les époux ont entendu rendre opposables aux tiers, et toutes celles qui n'y figurent pas peuvent bien conserver leur plein effet entre les époux, mais n'en produisent aucun à l'encontre des tiers, sauf dans le cas où les conventions non inscrites étaient connues des tiers (2), et encore avec beaucoup de réserve, car si les tiers peuvent « prouver que ce défaut d'inscription a été voulu par les conjoints qui ne tenaient pas à rendre telles ou telles conventions opposables aux tiers, mais se contentaient de l'effet à produire entre eux », celles-ci ne leur sont nullement opposables (3).

Tel est, analysé d'une façon sommaire, le système de

(2) Rassel et Meutha, Manuel de droit civil suisse, T. I, page 329.

Nous pouvons indiquer également qu'en Belgique, plusieurs coutumes permettaient de changer de contrat de mariage après la célébration, par exemple celle de Bruxelles (art. 245)

(3) Trib. civ. de Bruxelles, 26 décembre 1886 ; B. J., T. 25, 148.

publicité adopté en Allemagne et en Suisse. Ainsi s'est trouvé solutionnée la difficulté qui, au fond, constitue la plus grave objection contre la mutabilité des conventions matrimoniales : accorder aux époux le droit de modifier le régime de leurs biens, en donnant toutes garanties aux tiers qui voudront traiter avec eux. Préoccupés surtout par cet important problème, le législateur allemand et le législateur suisse se sont attachés à sauvegarder l'intérêt des tiers. Ils ont rédigé leur Code de façon à ce que jamais, ceux-ci, ne se trouvent surpris par des conventions tenues secrètes. En Suisse, on tient compte uniquement de l'existence ou de l'absence d'inscriptions sur les registres : les tiers sont réputés connaître tout ce qui est inscrit, mais ont le droit d'ignorer ce qui ne l'est pas. En Allemagne, au contraire, ils peuvent se voir opposer un régime qui n'a pas fait l'objet d'une telle publicité ; cela a lieu quand ils ont connu le régime par une autre voie que celle des registres (art. 1435).

La loi suisse nous paraît donner une solution préférable sur ce point à la loi allemande. En effet, elle ne regarde les tiers comme renseignés que si une inscription a lieu, fait contrôlable, ne laissant place à aucune contestation.

Ainsi, des législations récentes de nos voisins ont pu établir un système de publicité plus ou moins parfait, mais elles n'ont pas douté qu'il fût nécessaire d'abandonner le principe de l'immutabilité. Nous allons voir que le législateur français devant de tels exemples n'est pas resté indifférent. En effet, non seulement des lois nouvelles sont venues atténuer la portée un peu trop étroite du principe de l'article 1395, mais on fut obligé, après la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France de maintenir sur ce

point un régime différent du système français : la loi du 1^{er} juin 1924, dans ses articles 29 et suivants, déclare applicables, dans les départements recouvrés, les lois et règlements locaux sur le registre matrimonial, conformément d'ailleurs avec les règles de publicité du droit français.

Mais il semble un peu étrange que sur le territoire français il y ait une province soumise à un régime différent du régime s'appliquant au reste du pays. Que l'on explique ce fait en se basant sur cette idée que l'on ne pouvait, du jour au lendemain, soumettre une population à nos lois ; c'est très juste. Mais la loi du 1^{er} juin 1924 était mise en vigueur pour dix ans ; cette période va bientôt se terminer ; que va faire le législateur ? Nous ne pouvons répondre à cette question ; mais la Société d'Etudes législatives a devancé le législateur, en élaborant tout un projet de loi, révolutionnant les anciennes idées inscrites dans notre Code de 1804.

TROISIEME PARTIE

**L'INTRODUCTION EN FRANCE
DU REGISTRE MATRIMONIAL**

CHAPITRE PREMIER

LE MAINTIEN DU REGISTRE MATRIMONIAL EN ALSACE ET LORRAINE

Pendant l'occupation allemande, le registre matrimonial avait été introduit en Alsace et Lorraine avec le Code civil de 1900 ; en 1919, lors de la restitution de ce territoire à la France, il ne pouvait être question de le supprimer, pour revenir purement et simplement au système français de la loi de 1850, système bien inférieur en législation.

L'article 29 de la loi du 1^{er} juin 1924, mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dispose donc que, concurremment avec les règles du droit français relatives à la publicité du contrat de mariage, les lois et règlements locaux sur le registre matrimonial sont applicables aux époux domiciliés dans les départements recouvrés. Ainsi, les époux alsaciens et lorrains sont soumis : 1° à l'application de la loi du 10 juillet 1850, relative à la publicité du con-

trat de mariage en France et au principe de l'immuabilité des conventions matrimoniales (inconnu, comme nous le savons, du droit civil allemand) ; 2° au registre matrimonial, publicité établie par le Code civil allemand dans ses articles 1558 à 1563, maintenu par les articles 29 à 35 de la loi de 1924 (1).

En outre, la législation commerciale française ayant été introduite en Alsace et Lorraine, par une seconde loi du 1^{er} juin 1924, la publicité spéciale aux commerçants doit y être observée. La loi du 28 mars 1931, modifiant l'article 67 C. com., a été formellement déclarée applicable en Alsace et Lorraine (art. 7).

La loi du 1^{er} janvier 1924, qui commença à fonctionner d'une façon réelle à partir du 1^{er} janvier 1925, ne doit produire ses effets que pendant une durée de dix ans ; une fois ce délai expiré, une loi viendra ou réviser le « droit local », ou, au contraire, en fera bénéficier toute la France. Nous n'étudierons pas, en particulier, le régime alsacien et lorrain, car cela ferait double emploi avec l'exposé que nous ferons d'un projet que la Société d'Etudes législatives a élaboré précisément pour qu'il entre en vigueur lorsque, en 1935, se posera la question de la révision de la loi de 1924. Nous nous bornerons à critiquer les dispositions des articles 29 à 35, en ce qu'elles ont de fâcheux ; le détail sera indiqué plus loin, avec les modifications qui ont apparû comme nécessaires aux rédacteurs du nouveau projet.

Le registre matrimonial est tenu par le juge cantonal : mais en quel lieu se fait l'inscription sur le registre matrimonial ? Elle peut se concevoir à deux

(1) Recueil de Jurisprudence Niboyet : « Publicité du contrat de mariage ».

endroits : au lieu du domicile du mari, au lieu de sa naissance. L'article 33 indique que l'inscription est faite sur le registre du domicile du mari ; si, après l'inscription faite, le mari transporte son domicile dans le ressort d'un autre tribunal cantonal, l'inscription doit se faire dans le ressort nouveau. Voilà déjà un premier point qui est sujet à critique. Ce qui ne paraît devoir soulever aucune objection, c'est le premier alinéa de l'article 33 : l'inscription aura lieu au domicile du mari ; en effet, les personnes désireuses de se renseigner sur le régime matrimonial des époux, connaissent aisément leur domicile actuel ; en général, c'est au lieu du domicile que se traitent les affaires, et il sera beaucoup plus facile de prendre les renseignements au greffe du tribunal de la ville où les parties se trouvent, qu'au lieu de la naissance, qui est, en général, inconnu des tiers. Ce système, adopté par toutes les législations qui ont inscrit dans leurs code le registre matrimonial, le fut aussi en Alsace et Lorraine. Mais cependant si cette solution a des avantages certains, elle n'en présente pas moins un inconvénient d'une gravité telle qu'il fait disparaître tous les avantages possibles. Pour que le registre matrimonial produise ses effets, il faut que, chaque fois qu'il y aura changement de domicile, l'inscription soit faite au nouveau domicile. Or, c'est là un souci auquel les époux ne pensent jamais ; et c'est une des causes qui fait que ce système de publicité est vu d'une façon peu favorable, en particulier par M. Nast, qui a pu se rendre compte de visu des inconvénients de cette disposition ; car, si les tiers connaissent facilement le domicile actuel des époux, il n'en est pas de même des domiciles antérieurs ; et, si l'inscription a été omise plusieurs fois,

les difficultés sont de plus en plus nombreuses. Mais ce système défectueux peut être corrigé. On peut décider, ainsi que nous le verrons dans un chapitre suivant, que l'inscription se fera au lieu de la naissance du mari. Dans ce cas, il n'y aura aucun changement possible ; une fois l'inscription faite, elle sera immuable. Seulement il y a encore, dans ce système, un inconvénient : comment connaître le lieu de la naissance du mari ? On peut le lui demander, mais dira-t-il toujours la vérité ? Ce problème semble ne pas recevoir de solution bien satisfaisante, mais celle du lieu de la naissance doit remporter la majorité des suffrages.

Il résulte des règlements locaux que certains faits juridiques, par exemple les jugements de séparation de corps, outre leur inscription au registre matrimonial, doivent être insérés dans les journaux d'annonces légales. Cependant, ces insertions, qui sont considérées par le législateur comme obligatoires, n'ont lieu qu'avec plusieurs mois de retard. Il est vrai que ce mode de publicité ne présente pas, à notre avis, un grand intérêt ; il complique les formalités, et sa suppression, semble-t-il, serait plutôt souhaitable, car c'est là une publicité bien éphémère, ne produisant d'effets que dans un rayon fort restreint. Malgré ce, on verra que les promoteurs du nouveau projet, après avoir bien critiqué la publicité par insertion dans les journaux, l'ont tout de même adoptée et maintenue, mais seulement dans quelques cas particuliers.

Ce sont là les principales critiques que l'on peut adresser à ce régime alsacien et lorrain. Quant à savoir si les autres dispositions de la loi seront suivies à la lettre, c'est là une question de fait ; et si l'on en croit M. Dereux et M. Degand, les Alsaciens et Lor-

rains sont satisfaits de la manière dont fonctionne le registre matrimonial, à tel point qu'ils désirent que la législation soit introduite dans les autres départements. La jurisprudence est nulle en la matière, il n'existe aucun arrêt concernant ces dispositions.

Il est certain qu'envisagé d'une façon approfondie, le registre matrimonial est préférable au régime français ; il lui est bien supérieur. On a fait remarquer qu'il présentait en Alsace un intérêt bien moindre qu'auparavant ; car il ne produit tous ses effets et il n'est vraiment indispensable que quand la loi rejette le principe de l'immutabilité ; dans ce cas, on peut, pendant la durée du mariage, modifier d'une façon complète les dispositions du régime matrimonial, et les tiers doivent en être avertis. Mais, depuis 1924, le régime français étant en partie rétabli et le principe de l'immutabilité jouant, les tiers, pour se renseigner, n'ont qu'à faire jouer les dispositions françaises de la loi de 1850. En réalité, c'est là une erreur ; le système du registre matrimonial est bien plus moderne, et d'une pratique bien plus commode ; nous avons vu à quel point la loi de 1850 était compliquée. Même dans une législation qui admet encore l'article 1395, le registre matrimonial semble être préférable ; d'ailleurs, plus nous allons, et plus les atteintes à ce principe sont nombreuses, réduisant sa portée à presque rien.

Pour se rendre compte des imperfections d'une loi, il faut qu'elle fonctionne pendant un certains temps. La loi de 1924, lorsqu'elle a été mise en vigueur, a eu de nombreux ennemis, mais elle a eu et elle a encore de nombreux partisans. Connaissant ses défauts, il est aisé maintenant de la rendre presque parfaite, et c'est ce qu'a essayé de faire la Société d'Etudes légis-

latives dans son projet : Comprenant que notre législation devait, elle aussi, évoluer, et malgré l'obstination de certains auteurs, elle n'a pas craint de préconiser un régime de publicité nouveau, dont le besoin se fait sentir d'une manière indiscutable.

CHAPITRE II

LE PROJET DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES LÉGISLATIVES

On ne s'aventure pas trop en déclarant que la publicité des régimes matrimoniaux, comme la publicité des actes intéressant la condition patrimoniale des gens mariés — publicité destinée à assurer le crédit des époux et la sécurité des tiers qui doivent contracter avec eux — est une des matières les plus mal venues et les plus imparfaitement réglementées de notre législation. Aussi la Commission de la « publicité du régime matrimonial » de la Société d'Études législatives, convaincue des vices du régime actuel de la publicité, a étudié les remèdes à y apporter. Le 9 janvier 1931, M. Léon Lyon-Caen soumit à la Commission un projet révisant la publicité ; la Commission prit parti pour le principe de l'institution du registre matrimonial, et décida d'en faire la pièce centrale et maîtresse de notre régime de publicité en matière matrimoniale, à l'instar des Codes modernes, allemand et suisse.

Mais la création du registre matrimonial ne va pas sans entraîner certaines questions, que nous allons maintenant étudier.

§ I. — PAR QUEL FONCTIONNAIRE SERA TENU LE REGISTRE MATRIMONIAL ? POUVOIRS DE CE FONCTIONNAIRE

Sur ces points, comme sur d'autres, la loi sur le registre du commerce, qui est entrée dans nos mœurs, a paru devoir servir de modèle.

1. — La Commission décide que *le greffier du tribunal civil* sera chargé de la tenue du nouveau registre, sous la surveillance du président du tribunal ou d'un juge spécialement désigné chaque année par celui-ci. Il y aura un registre matrimonial par ressort de tribunal civil (art. 1 et 2 du projet).

2. — Le greffier n'aura jamais à examiner les inscriptions requises de lui *quant au fond*, c'est-à-dire à en vérifier la légalité ou la sincérité.

Il aura à recevoir les demandes d'inscriptions, à assurer les immatriculations demandées et la communication des mentions au public.

Il ne devra recevoir que les inscriptions légalement exigées, et non les autres ; il devra s'assurer que les extraits et autres documents produits par les requérants contiennent les mentions exigées par la loi, et refuser d'opérer les inscriptions requises, si elles sont incomplètes.

Il pourra appeler l'attention des intéressés sur les inexactitudes matérielles, en obtenir la rectification,

et, au cas où ils ne voudraient pas les rectifier, les signaler au président ou au juge, qu'ils pourront obtenir des requérants les corrections nécessaires.

Si les inexactitudes sont volontaires, si les époux ou leur mandataire ont donné des indications de mauvaise foi, en vue de l'immatriculation, une pénalité est prévue par l'article 23 du projet.

Mais, conformément à l'esprit général de notre législation, pas plus pour les inscriptions au registre matrimonial que pour les inscriptions d'hypothèques, les transcriptions de mutations immobilières, la délivrance des brevets d'invention, les mentions au registre du commerce, l'autorité chargée d'opérer les inscriptions ne doit jouer un rôle d'examen préalable, ni avoir à en contrôler la véracité.

§ II. — EN QUEL LIEU LES INSCRIPTIONS DEVONT ETRE OPEREES

C'est au greffe du tribunal civil que le registre sera tenu, mais de quel tribunal ?

La question, qui est délicate, a été longuement discutée par la Commission.

Deux opinions se sont fait jour : l'une proposait d'attribuer compétence au greffe du tribunal où le mari a son domicile, l'autre à celui dans le ressort duquel est né le mari.

La première opinion, consacrée par les législations étrangères et la loi du 1^{er} juin 1924, se défend par des raisons solides. En effet, le domicile du mari, n'est-ce pas le centre des intérêts et de l'activité juridique du ménage, le siège principal des rapports patrimoniaux

des époux, soit entr'eux, soit avec les tiers ? Ces derniers ont plus de facilité pour connaître le domicile du mari, où ils entrent ordinairement en relations d'affaires, que son lieu de naissance.

C'est astreindre les tiers à bien des complications que de les obliger à s'adresser au greffier du tribunal du lieu de naissance du mari (qu'ils ignorent le plus souvent, et qui peut être fort éloigné), au lieu de leur permettre de se renseigner au registre matrimonial tenu au *greffe du domicile du mari*. De plus, cette dernière solution est en vigueur dans les trois départements recouvrés, et il y aurait intérêt à la généraliser. Enfin, pourquoi ne pas maintenir l'harmonie entre la loi civile et la loi commerciale, qui décide que, si le mari est commerçant, les inscriptions doivent être requises du greffier du tribunal de commerce dans le ressort duquel le mari a son commerce, ressort qui est, en général, celui de son domicile. Telle est l'opinion qui fut soutenue par MM. Lyon-Caen, Lévy, Grange et Bazin.

La seconde opinion eut les faveurs de la majorité de la Commission (bien que l'on reconnût la force des arguments de la première), et l'on proposa finalement *le greffe du tribunal dans le ressort duquel le mari est né* (article 6 du projet). La Commission a craint qu'en raison des fréquentes fluctuations dont le domicile conjugal est l'objet, l'obligation de renouveler, comme le prescrivent les lois étrangères, les inscriptions sur les registres des divers ressorts de tribunaux où le ménage est appelé à transférer son domicile, ne devînt une source de complications. Il a paru plus simple de choisir un endroit immuable, unique, et le lieu de la naissance du mari se recommande d'autant plus que c'est celui auquel se rallient les jurisconsultes parti-

sans du casier civil, c'est pour eux le siège de leur institution, dont le registre matrimonial est le précurseur

Ce n'est pas sans hésitations et sans discussions, que la seconde opinion, soutenue en particulier par MM. Demogue et Truchy, finit par triompher.

§ III. -- CHAMP D'APPLICATION DE LA REFORME

La publicité du registre matrimonial doit s'appliquer à tous les individus, *commerçants* ou *non commerçants*. En ce qui concerne les commerçants, la loi sur le registre du commerce, ainsi que la loi de 1931, modifiant les articles 66 et 67 du Code de commerce et l'article 872 du Code de procédure civile, ne sont pas touchées par le projet : la publicité commerciale et la publicité civile se cumuleront (art. 24 du projet).

Sous le régime actuel, il en est d'ailleurs ainsi : la loi de 1850 laissait en vigueur les dispositions du Code de commerce, et réciproquement, la loi sur le registre du commerce n'a pas atteint la loi Valette. Du reste, il serait irrationnel d'abandonner pour les commerçants, la publicité générale, jugée bonne pour les non-commerçants. En ce qui concerne les premiers, il ne s'agit, dans l'esprit de nos Codes, que d'un *complément* de publicité.

§ IV. — MENTIONS A PORTER SUR LE REGISTRE

On a prétendu que le registre matrimonial s'adapterait avec peine en France, où les mœurs sont hostiles en majorité à la publication d'actes notariés intéressant le secret des familles ou portant l'indication de

la fortune des époux ou des libéralités faites entre eux ou reçues de tiers.

Dans la réforme que nous étudions, comme du reste actuellement, aucune publicité ne sera nécessaire si les époux sont mariés sans contrat : l'absence de publicité ne présente pas, dans ce cas, de graves inconvénients, le régime légal étant favorable aux créanciers.

On n'exige pas que le contrat de mariage soit publié dans son *intégralité*, car ce serait là une publicité excessive, qui pourrait gêner les familles ; pour les mêmes raisons, aucun chiffre relatif aux *apports faits* par chaque époux, ne sera mentionné dans les inscriptions prévues au registre.

Cependant, la simple indication de l'existence d'un contrat (système de la loi Valette), ou de la nature du régime adopté (système du Code de commerce, art. 67, et de la loi sur le registre du commerce, art. 4-7°), a paru imprécise, incomplète, en un mot insuffisante. C'est peu de chose que de faire connaître aux tiers la nature du régime adopté par les époux ; en effet, ces derniers ont pu faire une combinaison de clauses empruntées à des régimes différents ; ainsi ils peuvent, tout en stipulant le régime de communauté, introduire dans leur contrat une clause d'inaliénabilité, d'emploi ou de remploi, qui peut être pour les tiers une cause de surprise aussi réelle que si le régime convenu était le régime dotal.

Pour remédier à cet état de choses, l'article 3-1° du projet, soumet à l'inscription au registre un extrait du contrat de mariage, indiquant, non seulement *sous quel régime les époux sont mariés*, mais encore *les clauses de dotalité partielle, d'emploi ou de remploi*

opposables aux tiers : formule empruntée à la loi du 1^{er} juin 1924, article 30-1^o.

Si le contrat adopte, au lieu de la communauté légale, un des régimes prévus par le Code civil, la simple indication, sur le registre, du régime, suffira pour rendre publiques toutes les conséquences qui en découlent.

L'article 3, dans ses alinéas suivants, s'inspirant encore directement de l'article 30 de la loi du 1^{er} juin 1924, prescrit, d'une façon du reste fort sage et qui peut avoir un grand intérêt pratique, l'inscription au registre d'autres mentions, concernant certains événements, actes ou décisions judiciaires intervenant postérieurement à la célébration du mariage et même en l'absence de tout contrat, mais qui, étant donné leur importance et la modification qu'ils entraînent dans la situation des époux et, en particulier dans la capacité de la femme, ne peuvent s'opérer à l'insu des tiers qui y sont intéressés directement. Aussi devront être inscrits au registre matrimonial :

1^o non seulement :

a) les demandes en séparation de biens, les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce (art. 3-2^o) ;

b) l'extrait de l'acte notarié, dans le cas prévu par l'article 311, al. 4 du Code civil (article 3-3^o) ;

c) le rétablissement de la communauté, après séparation de corps et de biens (art. 3-4^o), dans le cas prévu par l'article 1451 du Code civil ;

2^o mais encore :

a) le retrait des pouvoirs de la femme sur son patrimoine réservé (art. 3-5^o) ;

b) toute exclusion ou limitation par le mari du mandat tacite de la femme pour les besoins du ménage (art. 3-6°) ;

c) le retrait de l'autorisation donnée par le mari à sa femme d'exercer une profession ou de faire du commerce (art. 3-7°).

§ V. — PERSONNES FONDEES A REQUERIR LES INSCRIPTIONS AU REGISTRE

Le but de la publicité par le registre matrimonial étant de permettre aux époux d'opposer aux tiers les stipulations de leur contrat de mariage et de se protéger contre les inconvénients attachés à la bonne foi de ces derniers, il semble que l'on puisse soutenir que l'inscription et son contenu dépendent uniquement de la demande des époux.

C'est le système du Code suisse (art. 249), du Code allemand (art. 1560, 1561) et de la loi du 1^{er} juin 1924 (art. 32) : dans ce système, la condition essentielle de la publication au registre est subordonnée à la réquisition des époux ; cette réquisition émane, suivant les cas, soit des deux époux, soit de l'un d'eux, soit du mari seul, et la publication a lieu dans la mesure seulement où elle est requise.

Cette conception ne doit pas être admise, car il est dangereux de laisser aux époux la liberté de requérir ou non l'inscription, sous la seule sanction de l'inopposabilité aux tiers des actes non publiés ; et il pourrait arriver que les époux fassent bon marché de la volonté de leurs parents, ayant à leur disposition le moyen de rendre inopérantes certaines clauses que

ces derniers, par prudence, avaient introduites dans le contrat.

L'article 4 du projet décide que l'obligation d'adresser au greffier, aux fins de les rendre publics, un extrait du contrat de mariage et des autres actes ou décisions judiciaires soumis à la publicité, incombe, sous certaines sanctions, aux officiers ministériels appelés à représenter ou à assister les époux, c'est-à-dire :

1° au *notaire*, dans les cas visés par l'art. 3 du projet, § 1 (contrat de mariage), § 2 (réconciliation des époux après séparation de corps), § 4 (rétablissement de la communauté) ;

2° à l'*avoué* constitué, dans les cas visés par le même article 3, dans ses paragraphes 2 (demande en séparation de biens, jugements de divorce, de séparation de corps et de séparation de biens) et 5 (retrait des pouvoirs sur les biens réservés).

Dans deux hypothèses : retrait du mandat tacite, opposition à l'exercice par la femme d'une profession ou d'un commerce séparé, la réquisition du *mari seul* est admise ; il n'y a là aucun inconvénient, car il s'agit d'actes émanant de la volonté seule du mari.

La Commission, ne se conformant pas, sur ce point, à l'article 5 de la loi sur le registre du commerce, n'a pas admis que certaines inscriptions soient prises à la *requête du greffier* de la juridiction d'où émanent les décisions judiciaires à mentionner, et même d'*office*, si ces décisions ont été rendues par le tribunal au greffe duquel est tenu le registre matrimonial.

§ VI. — DELAI DANS LEQUEL L'INSCRIPTION DEVRA ETRE REQUISE

Le mari, le notaire, l'avoué, suivant les cas, devraient, en principe, demander l'inscription au registre dans le mois qui court de la date de l'acte ou du fait à publier ; en ce qui concerne les jugements ou arrêts, le délai court du jour où ils sont rendus. Ce délai relatif au jugement et arrêt a soulevé une discussion. MM. Demogue et Frémaux voulaient que l'on mette « le délai ne court, pour les jugements ou arrêts, que du jour où ils sont devenus définitifs », car, dit M. Frémaux, il faut que le divorce, par exemple, soit devenu définitif le jour où est faite la mention, car autrement les tiers pourraient être induits en erreur.

§ VII. — EN QUOI CONSISTE LA PUBLICITE

Pour que le registre matrimonial rende les services en vue desquels on l'institue, il faut qu'il soit *public*, c'est-à-dire que toute personne puisse solliciter et obtenir des renseignements sur les mentions figurant au compte ouvert sous le nom du mari au greffe du tribunal de son lieu de naissance.

Plusieurs systèmes peuvent se concevoir et sont pratiqués : celui de la consultation directe du registre (loi Belge du 15 décembre 1872, art. 12, sur le registre du commerce) ; celui de la délivrance d'extraits ou de copie du registre, ou les deux systèmes cumulés (Code suisse, art. 251 ; Code allemand, art. 1563).

L'article 8 du projet décide que la publicité résul-

tera suffisamment du droit pour toute personne qui en fera la demande, de se faire délivrer une copie des inscriptions. La Commission n'a pas cru devoir déroger à l'usage consacré par la législation française relative à la publicité du registre du commerce (art. 16), des registres d'état civil, de transcriptions, des mutations et d'inscriptions des privilèges et hypothèques.

De plus, la communication du registre matrimonial peut présenter des inconvénients :

1° plusieurs personnes peuvent réclamer la communication du compte ouvert à des époux sur le même registre ;

2° les personnes auxquelles le registre est communiqué peuvent en modifier les mentions ;

3° le registre serait vite détérioré, par suite du trop grand nombre de manipulations.

La copie sera certifiée conforme par le président ou le juge délégué, chargé de la surveillance du registre.

Le greffier certifiera, s'il y a lieu, qu'il n'existe pas de mention.

Est-il nécessaire, ainsi que le font les Codes suisse et allemand, d'assurer aux mentions des registres une plus large publicité par des insertions dans les journaux ?

Il nous semble que cette publicité passagère dans la presse est superflue ; de plus, elle serait en désaccord avec notre tempérament, qui admettrait difficilement que l'on donnât une aussi large publicité à des renseignements déjà confiés au greffier ; et la publicité permanente est suffisante pour donner satisfaction aux intérêts des tiers.

Cependant les dispositions légales en vigueur, qui prévoient une telle publicité pour certains actes ou

faits particuliers, demeurent (art. 250 et 311 Code civil).

§ VIII. — SANCTIONS DU DEFAUT D'INSCRIPTION

Une organisation efficace et sérieuse de la publicité par le registre matrimonial n'a toute sa valeur que si elle est accompagnée de sanctions strictes et sévères.

Le projet de loi, désireux d'accentuer le caractère obligatoire de la publicité par des sanctions énergiques, n'a voulu se contenter, ni des sanctions pécuniaires, comme la loi sur le registre du commerce, ni de la sanction civile de l'inopposabilité que connaissent les codes modernes et la loi du 1^{er} juin 1924 ; il les prévoit tous les deux.

I. — SANCTIONS PÉCUNIAIRES (art. 4 et 8).

Le notaire et l'avoué, chargés d'assurer la publicité, qui ne requièrent pas les inscriptions dans les délais voulus, le greffier, qui refuse ou s'abstient, sans raison légitime, de transcrire le contenu des extraits qui lui sont adressés, ou de délivrer copie des mentions du registre, encourent, à côté des sanctions disciplinaires, une amende qui s'élève à 100 francs. Cependant cette amende a un caractère *civil*, car la sanction dépasserait la gravité de la faute commise, si l'on poursuivait le défaut d'immatriculation devant le tribunal répressif, pour le frapper d'une amende pénale et d'emprisonnement.

Cependant une peine correctionnelle est prévue par l'article 23, dans le cas plus grave, celui d'indication

inexacte donnée de mauvaise foi, en vue de l'inscription. Cette peine comprend une amende de 100 à 2.000 francs et un emprisonnement de un mois à six mois, ou l'une des deux peines seulement.

II. — SANCTIONS CIVILES.

La loi de 1850, dirigée uniquement contre le régime dotal, a pour seule sanction de dépouiller la femme de la protection spéciale résultant pour elle de l'inaliénabilité de ses biens dotaux, si celle-ci est tenue secrète, et de la rendre capable d'aliéner et de s'obliger comme si elle était commune en biens. Le projet de loi sur le registre matrimonial, ayant reconnu la valeur d'une telle sanction, l'a généralisée en rendant inopposables aux tiers de bonne foi les clauses du contrat de mariage, *quel qu'il soit*, demeurées secrètes, c'est-à-dire non publiées au registre.

Dans ce but, l'article 1391, dernier alinéa, énonçant la sanction de la loi Valette, serait modifié pour y introduire la sanction nouvelle, et le nouvel article 1391 (art. 9 du projet) prévoit trois hypothèses :

1° *la publicité régulière a eu lieu*, les conventions matrimoniales ont été inscrites au registre : les époux peuvent alors invoquer les clauses de leur contrat à l'encontre des tiers, comme ceux-ci peuvent s'en prévaloir à l'encontre des époux. Il n'y a aucune difficulté dans ce cas.

2° *la publicité n'a pas été faite*, les conventions matrimoniales n'ont pas été immatriculées, mais les tiers en ont eu connaissance par ailleurs, et en contractant ils savaient quelle était la capacité de l'époux : dans ce cas, il n'y a aucune raison pour qu'elles ne leur soient

pas opposables ; les choses se passent comme si l'inscription en avait été régulièrement opérée.

3° la publicité régulière n'a pas eu lieu et il n'est pas établi que les tiers aient eu connaissance des conventions matrimoniales : elles leur sont inopposables, et les époux sont réputés à leur égard mariés sous le régime légal.

Selon la même conception, les époux ne pourront se prévaloir à l'encontre des tiers d'aucun des faits, actes ou jugements dont mention est prescrite à l'article 4, alinéas 2 à 7, si inscription régulière n'en a pas été opérée au registre.

§ IX. — SORT DES DISPOSITIONS LEGALES ANTERIEURES

Une publicité partielle et fragmentaire avait été organisée, antérieurement au projet de loi sur le registre matrimonial, par certaines dispositions légales de droit civil, de droit commercial et de procédure. Quel va être le sort de ces dispositions légales ?

1° *En ce qui touche le droit commun*, dans un but d'unification et de coordination, et pour abolir les superpositions de publicité, dépourvues de portée pratique, le projet supprime les mesures de publicité par affichage, déjà supprimées pour les commerçants, par la loi de 1931.

Ainsi serait supprimée :

a) la publicité par affichage dans les auditoires des tribunaux, prévue pour le jugement de séparation de biens, pour le jugement de séparation de corps, pour

le jugement de divorce, pour l'acte portant reprise de la vie commune, pour le rétablissement de la communauté, pour le jugement restreignant ou excluant les pouvoirs de la femme sur ses biens réservés ;

b) la publicité par mention en marge de l'acte de mariage, prévue pour l'acte notarié portant reprise de la vie commune, pour le jugement excluant les pouvoirs de la femme sur ses biens réservés.

Tous ces modes particuliers de publicité sont remplacés par l'inscription au registre nouveau.

Au lieu de déclarer abrogés purement et simplement les articles édictant les mesures de publicité supprimées, on les a conservés sous une forme modifiée et avec une rédaction adaptée aux règles nouvelles de publicité (art. 9 à 22 du projet).

2° Devait-on, pour la publicité du contrat de mariage, maintenir l'ancien régime de la loi de 1850, à côté de la publicité nouvelle, par inscription au registre matrimonial ?

Ce maintien ne peut guère se justifier : une double publicité à portée générale ne semble pas opportune. Les délibérations de la Commission portent trace de ses hésitations ; après avoir décidé que le système nouveau, seule solution pratique et logique, devait entraîner l'abrogation de la loi Valette, elle est revenue sur cette décision ; elle a reculé devant une réforme aussi radicale et tranchante, car elle a estimé que la loi de 1850 est si bien entrée dans les mœurs sans avoir suscité aucune difficulté judiciaire importante, qu'il était inutile d'apporter aux habitudes prises plus de changements qu'il était nécessaire.

Les articles 75, al. 4, 76-8°, et les 3 premiers alinéas de l'article 1394 du Code civil ne sont pas modifiés ;

mais, à ce dernier, on a ajouté deux autres alinéas, obligeant le notaire à rédiger, outre le certificat à remettre par lui aux parties, puis par ces dernières à l'officier de l'état civil, un extrait du contrat de mariage, qu'il devra adresser au greffier compétent pour le transcrire sur le registre matrimonial.

Mais ce cumul de deux régimes est-il souhaitable ? N'entraînera-t-il pas une source de complications ? Ne continuera-t-il pas à y avoir ces superpositions de publicité qui existent dans notre organisation actuelle, que le projet a pour but de faire disparaître, et cela n'enlèvera-t-il pas, par là même, à la loi nouvelle, une partie de son utilité ?

De plus, ce cumul entraînera certaines difficultés, ce sera une source de complications :

1° *pour le notaire* : celui-ci sera obligé d'établir à la fois ce que la loi Valette appelle un certificat destiné au maire, et, de plus, un extrait du contrat, destiné au greffier du tribunal civil ;

2° *pour les époux* : quand ils seront commerçants, ils seront assujettis à une triple publicité : publicité de la loi de 1850, publicité de la loi de 1919 sur le registre du commerce, publicité de la loi nouvelle sur le registre matrimonial ;

3° *pour la sanction* : comment vont fonctionner les sanctions de la loi Valette, qui ne produisent leur effet qu'au cas de régime dotal, et la sanction nouvelle, qui est l'inopposabilité des clauses (quelles qu'elles soient), lorsqu'elles ne sont pas inscrites ? MM. Grange et Bazin furent les plus grands défenseurs du maintien de la loi Valette ; pour eux, la sanction de cette loi est la seule efficace et la seule immédiate ; dès la célébration du mariage, on sait qu'il y a

un contrat de mariage, alors que la publicité nouvelle impose un certain délai ; ainsi la première complète la seconde.

MM. Lyon-Caen et Lévy, nullement partisans du maintien de la loi Valette, ont pour tout concilier, posé la question de savoir si on ne pouvait pas décider, à l'instar de la loi du 1^{er} juin 1924,, applicable aux trois départements recouverts et où la loi française de 1850 fonctionne provisoirement à côté de la loi locale sur le registre matrimonial, que « les époux » qui n'ont pas satisfait à l'obligation d'inscrire un » extrait de leur contrat de mariage, sont, à l'égard » des tiers de bonne foi, réputés mariés sous le régime de la communauté légale, nonobstant toute » mention faite dans l'acte de mariage de l'existence » d'un contrat de mariage ».

Ainsi l'article 34 semble résoudre la question ; la sanction du défaut d'inscription du contrat de mariage au registre (inopposabilité aux tiers de bonne foi) doit jouer, même s'il a été satisfait à la loi Valette, c'est-à-dire si l'acte de mariage mentionne l'existence du contrat.

Cependant, M. Grange a vu dans ce système un inconvénient pratique grave : les époux ne pourront rien faire tant que le contrat n'aura pas été mentionné au registre, or cela pourra demander un temps assez long, et occasionner ainsi un préjudice sérieux. La loi Valette, elle, indique qu'il a été fait un contrat, les tiers n'ont qu'à se le faire présenter, et les choses vont plus rapidement. Les époux sont aussi intéressants que les tiers, et la loi qui nous régit actuellement est bien suffisante et nécessaire pour sauvegarder les intérêts des deux parties pour les actes et faits qui peuvent se produire du jour de la célébration du ma-

riage au jour de l'inscription sur les registres. Aussi, pour M. Grange, la loi de 1850 sert d'attente avant que l'inscription produise ses effets.

Cependant, nous ne pouvons nous ranger à l'avis de M. Grange, et nous ne pouvons que constater les difficultés résultant du maintien des deux organisations concurrentes, et que préviendrait l'institution unique et exclusive du registre matrimonial, comme régime de droit commun.

3° *Que fallait-il décider quant aux règles en vigueur particulières aux époux commerçants* (art. 65 à 69 C. com., loi sur le registre du commerce). Plusieurs solutions pouvaient se concevoir. On pouvait d'abord songer à considérer comme suffisante la publicité générale par le registre matrimonial. C'est le système allemand, où aucune mention relative au régime matrimonial des commerçants ne figure au registre du commerce.

Ensuite, on pouvait se contenter seulement de publicité au registre du commerce.

Cependant, ces deux solutions sont à rejeter, car la première aurait entraîné un bouleversement complet du régime de la loi de 1919. Quant à la seconde, il serait illogique d'abandonner pour les commerçants, à l'égard desquels la publicité des conventions matrimoniales est surtout nécessaire, la publicité générale jugée bonne pour les non-commerçants.

La loi de 1850 avait laissé subsister les dispositions du Code de commerce. Le nouveau projet n'a pas porté atteinte aux règles en vigueur spéciales aux époux commerçants. Mais on n'a pas maintenu purement et simplement les articles 67 et 69 du C. com. ; on a effectué une mise au point de leur rédaction, qui, définitive, n'a pas été redressée par la loi de 1931.

En s'inspirant de la loi belge du 15 décembre 1872, il a été décidé que l'extrait transmis par le notaire au greffier du tribunal de commerce « énoncera si les » époux sont mariés en communauté, en indiquant » les dérogations au droit commun, ou s'ils ont adopté le régime exclusif de la communauté, le régime » dotal ou celui de la séparation de biens » ; de plus, la remise de l'extrait par l'époux devenu commerçant sera obligatoire pour tous les époux « mariés sous un » régime autre que celui de la communauté légale » : ainsi, obligation expresse pour tous les époux commerçants, qui ont fait un contrat, de le publier, quel que soit le régime qu'ils ont adopté.

§ X. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les époux mariés au moment de la promulgation de la loi projetée seront-ils assujettis au régime nouveau ? Les contrats de mariage passés antérieurement ne produiront-ils effet à l'égard des tiers que s'ils ont été, comme ceux passés postérieurement, inscrits au registre matrimonial ?

Il serait de toute nécessité d'aboutir à l'unité et d'éviter qu'il y ait en France deux catégories de ménages, ceux soumis à la loi de 1850, et ceux régis par la nouvelle loi.

Mais il y a une difficulté d'ordre pratique ; l'inscription au registre est une obligation imposée aux officiers ministériels, notaires et avoués, et non une faculté laissée à la libre initiative des époux ; comment contraindre les officiers ministériels à adresser par extrait, aux greffiers du tribunal compétent, les contrats de mariage, jugements de divorce, de sépa-

ration de biens ou de corps reçus dans leurs études antérieurement à la promulgation de la présente loi, et pouvant n'offrir aucun intérêt à être publiés, si les époux qu'ils concernent sont décédés ou ont subi des modifications dans leur état-civil depuis que ces actes sont intervenus ?

Aussi, pour trancher cette difficulté, on laisserait aux époux mariés antérieurement à la promulgation de la loi, le soin de se soumettre en personne aux nouvelles formalités, sans intervention obligatoire d'officiers ministériels, et sous une sanction civile et pécuniaire de 100 francs.

Dans la pratique, c'est le mari qui ferait le nécessaire, dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la loi. De plus, la loi nouvelle ne porterait pas atteinte aux droits acquis aux tiers, ni à la validité des actes accomplis régulièrement par les époux : seuls les tiers avec qui ils traiteraient postérieurement pourraient se prévaloir du défaut de publication au registre et de l'inobservation de la loi.

CHAPITRE III

LES AVANTAGES DU REGISTRE MATRIMONIAL

§ I. — CARACTERES DE LA PUBLICITE BASEE SUR LE REGISTRE MATRIMONIAL

Nous pouvons maintenant porter un jugement de valeur sur le registre matrimonial, et sur l'opportunité de son introduction en France.

Il est certain qu'une publicité efficace, destinée à protéger les tiers de bonne foi, ne peut consister, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, dans un affichage temporaire sur des tableaux que personne ne consulte, — ni dans l'insertion éphémère dans un journal local, lu simplement par les gens de la région, — ni dans la simple mention, soit de l'existence d'un contrat de mariage dans l'acte de mariage, ainsi que le prévoit la loi de 1850, soit de la nature du régime adopté, comme le veut la loi de 1919, en ce qui concerne les commerçants.

Un tel système de publicité (et cependant c'est celui qui existe en France au xx^e siècle) est trop divisé, il

y a trop de formalités à remplir pour qu'un acte soit porté avec certitude à la connaissance des tiers ; et si encore, malgré ce, les tiers étaient avertis d'une façon suffisante, cette dispersion ne serait qu'un demi-mal ; mais, ce qui est plus grave, c'est que les tiers ne parviennent que malaisément à se protéger contre les fraudes des époux.

Pour éviter tout cela, il faudrait une publicité efficace. Mais comment savoir si elle est efficace ? A notre avis, il faut qu'elle possède les caractères suivants : qu'elle consiste en une seule formalité, qu'elle soit directe, permanente, complète et efficacement sanctionnée.

Le registre matrimonial possède tous ces caractères ; il y a donc cinq avantages essentiels, que nous allons examiner d'une façon attentive.

1° le registre matrimonial organise une publicité unique ;

2° le registre matrimonial organise une publicité directe ;

3° le registre matrimonial organise une publicité permanente ;

4° le registre matrimonial organise une publicité complète ;

5° Le registre matrimonial organise une publicité efficacement sanctionnée.

A. — *Le régime matrimonial organise une publicité unique.*

Le registre matrimonial a pour avantage, tout en améliorant le système de la loi de 1850, d'unifier les dispositions fragmentaires de notre législation en la

matière, de concentrer une réglementation actuellement dispersée dans un grand nombre d'articles, de centraliser en même temps les indications relatives aux gens mariés, en présentant et en révélant aux tiers, sous une forme des plus pratiques (folio du registre tenu au nom du mari), la mention des actes et faits principaux de leur vie juridique, ébauche du casier civil que certains jurisconsultes désirent.

Si l'on adoptait la loi instituant le registre matrimonial en France, on verrait le phénomène suivant se produire : sur un registre tenu au greffe du tribunal civil du lieu de la naissance du mari, chaque ménage posséderait un feuillet, sur lequel on inscrirait tout ce qui peut intéresser les tiers en ce qui concerne les changements de situation juridique des époux.

Les auteurs du projet de réforme, se rendant compte des inconvénients qu'entraîne le grand nombre de systèmes de publicité, ont tâché de les réduire au minimum. C'est ainsi qu'ils ont supprimé : la publicité par affichage dans les auditoires des tribunaux, la publicité en marge de l'acte de mariage, la publicité supplémentaire résultant de la lecture à l'audience du jugement de séparation de biens ; à tous ces modes de publicité est substitué l'inscription au registre nouveau. Mais il leur a paru cependant nécessaire de maintenir l'insertion dans la presse dans les trois hypothèses déjà prévues : en cas de divorce, de cessation de la séparation de corps par la réconciliation des époux, de rétablissement de la communauté dissoute par séparation de corps ou séparation de biens.

Le registre matrimonial sera le seul mode efficace de publicité ; il est indiscutable que cela est préférable, car, pour connaître l'état d'une personne, il faut actuellement faire de nombreuses recherches, d'où

perte de temps et parfois préjudice grave, surtout à notre époque, où la rapidité dans les affaires est la devise moderne. Il suffira de connaître le lieu de naissance du mari pour que l'on soit immédiatement au courant de l'état juridique exact de la personne avec laquelle on a l'intention de contracter.

Ensuite, la réforme concentrera, dans une seule loi, toute la réglementation actuellement dispersée dans une foule de textes. La publicité n'est pas seulement envisagée dans le Code civil : article 311 relatif à la séparation de corps, article 1445 relatif à la séparation de biens et article 1451 relatif au rétablissement du régime antérieur ; nous la retrouvons dans le Code de procédure civile et également dans le Code de commerce. Mais, outre les articles indiqués et qui sont inscrits dans nos divers codes depuis leur création, des lois spéciales, très nombreuses, sont venues apporter des modifications, se surajoutant les unes aux autres, modifiant des articles, et, au lieu de simplifier le système, l'ont rendu plus complexe, sans que leur utilité puisse compenser les complications qu'elles ont apportées : loi du 10 juillet 1850, dite loi Valette, dont les dispositions ont été incorporées dans les articles 75, 76, 1391, 1394 C. civ. ; loi du 18 avril 1886, modifiant l'article 250 C. civ. ; loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée, modifiée par la loi du 8 juin 1923 ; loi du 19 décembre 1928, modifiant les articles 250 C. civ., 867, 872 et 880 du C. pr., quant à l'affichage de certaines décisions.

Cependant, si le registre matrimonial anéantit certains modes de publicité pour des événements juridiques se produisant au cours de la vie, le projet de la Société d'Etudes législatives laisse subsister, à côté de la publicité nouvelle, à portée générale, la loi de

1850. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? C'est ce que l'avenir nous dira, mais il semble que c'est là une double publicité de droit commun, entraînant des complications et sans grande opportunité. On avait sous les yeux l'exemple de la loi de 1919, et il est étonnant que l'on n'en ait pas tenu compte : si la loi du 18 mars 1919 eut l'avantage de créer le registre du commerce, elle eut cependant un grave inconvénient : le législateur ne se préoccupa nullement des dispositions contenues dans le Code de commerce, et il en résulta une cause de complications, un cumul anormal de mesures de publicité ; il a fallu que la loi du 28 mars 1931 vint, ainsi que nous l'avons montré, modifier cet état de choses, et permit à la loi de 1919 de produire enfin son plein effet.

Puisque le registre matrimonial sera le seul système de publicité, tous les actes dont la connaissance intéresse les tiers, seront inscrits sur ce registre ; ainsi groupés, ils permettront de connaître la condition juridique de chaque individu. Non seulement seront mentionnées les diverses modifications pouvant intervenir pendant le mariage (par exemple : séparation de biens, séparation de corps, rétablissement de la communauté antérieure, retrait des pouvoirs de la femme sur ses biens réservés, limitation du mandat tacite, etc...), mais aussi, il sera indiqué sous quel régime les époux sont mariés, ainsi que les clauses de nature à intéresser les tiers (par ex. : dotalité et remploi).

Grâce à cette nomenclature des divers événements juridiques qui se sont produits au cours d'un mariage, on pourra traiter sans crainte, et celui qui n'aura par eu recours au registre matrimonial pour se rensei-

gner aura agi par trop à la légère et ne méritera aucune protection.

Une seule page contiendra toute une vie. C'est là un progrès certain ; par ce seul point on peut envisager la valeur du registre matrimonial et la nécessité impérieuse qui pousse, soit le tiers, soit les époux à en réclamer la création : le tiers, qui désire la sécurité et la réalisation de ses affaires, sans encourir de danger d'aucune sorte, tout en évitant des recherches inutiles ; les époux de bonne foi, désireux de conserver leur crédit et de pouvoir en tirer parti, grâce à la connaissance par les tiers de leur situation juridique exacte.

B. — *Le registre matrimonial organise une publicité directe.*

Le registre matrimonial ne sera pas mis matériellement à la disposition du public, mais toute personne aura le droit de demander et d'obtenir les renseignements figurant au folio ouvert au nom du mari. Le greffier en délivrera copie, certifiée conforme par le président du tribunal.

N'importe qui pourra le demander, sans avoir à justifier d'aucun intérêt juridique quelconque, contrairement à ce qui se produit dans les codes modernes étrangers.

La personne qui désire connaître le régime sous lequel est mariée telle personne, ainsi que les faits et actes qui ont pu se produire depuis le mariage, n'aura qu'à s'adresser au greffe du tribunal du lieu de la naissance du mari pour obtenir tous les renseignements désirés. Une seule formalité, et le tour est joué, alors qu'actuellement il faut savoir la date et le lieu de la naissance, puis demander un extrait de l'acte

de mariage, et enfin, se faire représenter le contrat de mariage lui-même, s'il en a été fait un, celui-ci pouvant être passé aux colonies ou dans une étude fort éloignée du lieu où l'affaire doit être conclue. Si le registre matrimonial entrerait en vigueur, aucune de ces formalités ne serait nécessaire, il suffirait de connaître le lieu de la naissance du mari; les tiers n'auraient d'ailleurs pas à redouter de contracter avec des individus nés dans les colonies et y habitant encore, car l'article 6, alinéa 2, du projet, prévoit qu'au greffe du tribunal de la Seine, il sera tenu un registre spécial pour les individus nés aux colonies, en dehors de celui tenu au greffe de leur naissance.

C. — *Le registre matrimonial organise une publicité permanente.*

La publicité qui existe de nos jours est des plus éphémères. Quelle est, par exemple, au point de vue de la publicité, la valeur des insertions dans les journaux, pour le rétablissement de la communauté dissoute par la séparation de biens ? Elle ne produit effet que pour celui qui est intéressé à ce moment précis à le savoir : mais, à part lui, personne n'y prêtera attention, on l'ira, d'une façon distraite sans que le souvenir demeure. Le registre matrimonial, lui, demeurera toujours : étant tenu dans un greffe, il y sera conservé, de même que les registres de l'état civil sont conservés à la mairie. A n'importe quel moment, sans avoir nullement à se soucier des événements pouvant venir modifier la capacité de telle personne, lorsque l'on voudra contracter avec elle, il suffira d'avoir recours au registre matrimonial pour être renseigné utilement.

De même, en ce qui concerne la publicité par l'af-

fichage, rien n'est plus illusoire et sans efficacité que ce procédé. Qui donc ira lire les jugements affichés dans les auditoires des tribunaux civils ou de commerce, si ce ne sont les habitués ordinaires de ces lieux ! Les uns sur les autres, ces jugements se couvrent de poussière et disparaissent peu à peu, sans avoir été jamais lus. Il est donc inutile de rendre obligatoire une mesure de publicité dont les effets sont d'une portée si restreinte.

Le registre matrimonial remplacera heureusement toutes ces mesures, en particulier en ce qui concerne la durée de leurs effets. Grâce à sa permanence, il permettra aux créanciers, même après la mort de l'un des époux, de se renseigner, une fois la succession ouverte, et de savoir dans quelle mesure leur gage est garanti et sur quels biens ils peuvent le réclamer, un événement juridique ayant pu se produire entre le moment où les époux ont traité et le moment où l'un d'eux vient à décéder, ce qui rend obligatoire la liquidation des biens.

C'est un document qui peut être consulté à tout moment, par toute personne qui le désire, sans que l'on ait besoin de faire des recherches longues et le plus souvent infructueuses.

D. — Le registre matrimonial organise une publicité complète.

Sur le registre matrimonial, on indiquera, non seulement l'existence du contrat de mariage, s'il en a été fait un, mais quel a été le régime adopté, et quelles sont les clauses susceptibles d'être dangereuses pour les tiers : clauses d'emploi, de remploi et de dotalité partielle.

Il ressort de ceci que le projet instituant le regis-

tre matrimonial, ayant pu constater les inconvénients que la loi de 1850 et la loi de 1919 avaient suscités, a voulu protéger les tiers d'une façon extrême. Il y a donc progrès, et, chaque loi apportant un élément nouveau nécessaire à la protection des tiers, ceux-ci voient peu à peu leurs garanties s'accroître et les risques de fraude et de tromperie disparaître de plus en plus. La loi de 1850, élaborée spécialement dans le but de protéger les tiers contre l'existence dangereuse et presque toujours secrète du régime dotal, désirait seulement qu'il soit fait mention sur l'acte de mariage de l'existence possible du contrat de mariage. Il résultait de cette publicité rudimentaire, synthétique et générale, que les tiers pouvaient se méfier si, dans l'acte de mariage, il était indiqué qu'un contrat avait été passé ; mais, si le régime dotal est celui qui présente pour les tiers le plus de surprises, il est d'autres régimes qui peuvent compromettre leurs droits d'une façon tout aussi certaine ; ensuite les époux ne sont nullement obligés d'adopter tel régime spécialement prévu par le Code, mais ils peuvent combiner les régimes entre eux, y insérer des clauses diverses élargissant ou restreignant la capacité de chacun d'eux ; et il arrive fréquemment que ces clauses sont plus dangereuses que le fond même du contrat : ainsi, les époux, en se mariant sous le régime de la communauté, peuvent déclarer inaliénable tout ou partie des biens de la femme, ou, en adoptant le régime dotal, supprimer ou restreindre l'inaliénabilité dotale, ou encore stipuler que la femme conserve l'administration de ses propres dans le régime de la communauté, ce qui est une combinaison de la séparation de biens avec le régime de la communauté.

La loi de 1850, étant toujours obsédée par cette idée

des dangers que présente le régime dotal, n'a admis de sanctions que relativement à ce dernier régime.

Il en résulte pour les tiers une publicité vraiment superficielle, ne les protégeant que contre un seul régime, alors qu'il peut y avoir autant de régimes différents qu'il y a de contrats. Cette loi fonctionna, cependant, sans trop de heurts ; on ne peut citer de décisions de jurisprudence importantes ; cette carence est aisée à comprendre : l'activité économique du ^{xix}^e siècle ne peut être comparée à l'activité économique du ^{xx}^e, ni par son intensité, ni par son étendue ; depuis la Grande Guerre surtout, les individus jouissent dans l'ensemble d'une aisance jusqu'alors inconnue, la richesse s'est développée chez certains d'une façon excessive, les besoins ont augmenté ; il a fallu les satisfaire ; les transactions sont devenues de plus en plus nombreuses, et la connaissance de la capacité et des pouvoirs de chacune des parties devient indispensable.

Alors que les transactions, au ^{xix}^e siècle même encore, avaient lieu dans un rayon restreint, ne dépassant guère un département, il était facile à n'importe qui de se renseigner sur le régime exact sous lequel s'était mariée la personne avec laquelle on avait l'intention de contracter ; de nos jours, au contraire, grâce au développement des moyens de transport, des moyens de communication d'un endroit dans un autre, un Lillois contractera non seulement avec un Marseillais, mais encore avec un habitant quelconque des colonies. Les époux, bien qu'habitant provisoirement la France métropolitaine, peuvent (et le cas est très fréquent de nos jours) s'être mariés dans une colonie : le tiers qui contractera avec eux, pourra, sans doute, se renseigner et demander toutes les

pièces nécessaires pour se décider, mais il y aura un retard tel qu'il peut être nuisible au crédit des époux.

Si les opérations entre non commerçants sont devenues de plus en plus nombreuses, il en est de même chez les commerçants : or, du régime adopté dépend le plus ou moins grand crédit que les tiers peuvent accorder aux commerçants avec lesquels ils traitent. Aussi, il est apparu au législateur que les seules mesures envisagées par le Code de commerce et par la loi de 1850 étaient insuffisantes, tant pour les tiers que pour les commerçants eux-mêmes, et, unifiant en une seule loi toutes les mesures de publicité, il a ajouté de nouvelles obligations ; c'est ainsi que la loi de 1919 ordonne que sur le registre du commerce soient indiquées, non seulement l'existence d'un contrat de mariage, mais encore la nature du régime adopté. Les tiers sont ainsi prévenus, et ils peuvent déduire les conséquences résultant de ce régime. Cependant, comme nous l'avons vu, il faut également se méfier des clauses qu'un contrat de mariage peut contenir, car un seul mot peut modifier dans le sens d'un plus grand crédit ou dans le sens d'un moindre crédit. Si l'on peut considérer la loi de 1919 comme un progrès, il faut cependant se rendre compte que les tiers ne jouissent pas de toutes les garanties suffisantes.

Le projet de loi que nous avons précédemment étudié, indique que seront mentionnés sur le registre matrimonial, et le régime, et les clauses de la totalité partielle, d'emploi et de remploi opposables aux tiers ; mais M. Capitant a estimé que la publicité de ces clauses doit être limitée à celles qui intéressent les tiers.

En effet, quand des époux sont mariés sous le régime de la communauté légale ou même d'acquêts, les

tiers ne peuvent rien craindre, car on ne traite pas avec un homme marié sous ce régime, sans que la femme ne signe elle aussi ; le créancier a action sur tous les biens des époux. Mais, à l'inverse, les tiers ont intérêt à connaître la séparation de biens ; s'il s'agit d'un homme qui se livre à des spéculations, ils sont obligés de savoir ce que le ménage possède et ce qui appartient à la femme. Dans son contrat, la femme peut indiquer que ses biens à venir seront dotaux, ou elle peut déclarer dotaux seulement ses biens présents. En ce qui concerne les clauses d'emploi et de remploi on continue à en insérer dans les contrats, mais moins qu'autrefois en raison des circonstances économiques actuelles et des fluctuations si importantes qu'elles entraînent dans la cotation en bourse des meilleures valeurs : il est nécessaire que les tiers les connaissent ; si de telles clauses sont inscrites dans le contrat, il faut, par exemple, que les tiers acquéreur de l'immeuble dotal soumis au remploi surveille, non seulement le fait même du remploi, mais sa régularité ; si le remploi du prix n'est pas effectué, l'aliénation de l'immeuble est nulle, car du moment que la condition imposée dans le contrat de mariage n'est pas remplie, on retombe sous la règle de l'inaliénabilité. Le tiers peut empêcher l'annulation de la vente en offrant de payer une seconde fois le prix ; car le remploi pouvant s'effectuer tant que dure le mariage, le tiers acquéreur peut toujours se comporter comme s'il n'avait pas payé le prix et l'offrir à nouveau, sous la condition qu'il soit employé régulièrement.

La clause de remploi spécifiée opposable aux tiers étant mentionnée sur le registre matrimonial, le tiers pourra éviter tous les ennuis que nous avons indiqués et veiller à ce que le remploi soit effectué le plus ra-

pidement possible, dans les conditions exigées par le contrat de mariage.

Ainsi, grâce au registre matrimonial, le tiers qui contracte avec un époux sera plus en mesure de s'assurer de l'état juridique dans lequel celui-ci se trouve, de savoir quel crédit il doit consentir étant donné le gage qu'on lui offre en contre-partie. Mais il est un inconvénient auquel on ne s'est pas arrêté : si les époux possèdent comme richesses des biens immobiliers, il sera facile de connaître la valeur exacte de ces immeubles ; mais si les époux ont leur fortune en biens mobiliers, en valeurs de bourse, le gage offert par eux à leurs créanciers sera bien mouvant, car, d'un jour à l'autre, ces valeurs subissent des fluctuations dans un sens ou dans un autre ; et des valeurs qui, au moment où le contrat de mariage a été rédigé, étaient considérées comme des valeurs de tout repos, sont ensuite réduites à zéro ou ont subi une dépréciation des plus importantes. Il serait donc utile que l'on indique, à quelque chose près, quel est le montant des apports lors du mariage. Ce serait, il est certain, une bien faible indication, car on peut avoir vendu depuis et il faut surtout se méfier du train de vie qu'ont certaines personnes ; il est regrettable que ce soit aux personnes qui, extérieurement, manifestent la possession d'une grande fortune, que l'on fasse le plus volontiers crédit, car souvent elles vivent de la naïveté d'autrui.

Cette question fut soulevée lors de la discussion du Code civil, mais les auteurs de ce Code trouvèrent que publier le contrat de mariage dans son intégralité serait excessif et pourrait gêner les familles ; de même en ce qui concerne la publication des apports faits par chaque époux, car les mœurs françaises sont

hostiles à la divulgation de la fortune des conjoints et des constitutions de dot qui leur sont faites.

En définitive, il faut un système de publicité qui protège efficacement les tiers, et si, en 1804, l'intérêt des tiers commençait à prendre une certaine importance, de nos jours cet intérêt doit être la raison principale qui nous pousse à prendre telle détermination législative plutôt que telle autre.

E. — *Le registre matrimonial organise une publicité efficacement sanctionnée.* — Nous croyons qu'il est nécessaire d'insister, une fois de plus, sur cette idée, qu'un système de publicité, si parfait soit-il, ne peut produire d'effets sérieux que s'il est sérieusement sanctionné. Il est malheureux de constater que, lorsqu'une décision législative ou autre n'est pas rendue obligatoire par une sanction quelconque (amende, prison, etc.), bien que faite dans l'intérêt privé ou dans l'intérêt public, elle n'est observée que par un petit nombre de personnes qui se rendent compte de son utilité.

Dans un système relatif à la publicité du contrat de mariage, il faut prévoir, à côté d'une sanction pécuniaire, une sanction d'un autre ordre : une sanction civile. En effet, si une sanction pécuniaire seule existait, le plus souvent il y aurait une trop grande marge entre l'amende prévue et le dommage causé par le défaut d'accomplissement des formalités de publicité, et il faut que cette sanction soit stricte afin d'empêcher des abus.

La loi de 1850, nous l'avons vu, prévoit une sanction d'ordre civil incomplète. L'absence de mention sur l'acte de mariage n'entraîne nullement, ainsi qu'on pourrait s'y attendre, l'annulation du régime sous lequel les époux se sont mariés : elle n'a pas pour résul-

tat d'empêcher le contrat de mariage de produire ses effets, et ainsi de faire considérer les époux comme mariés sans contrat. La loi ne protège les tiers que contre les dangers du régime dotal, et les clauses inscrites dans le contrat renforçant l'incapacité de la femme ne peuvent être invoquées par celle-ci : mais les clauses n'augmentant pas l'incapacité de droit commun peuvent être invoquées par la femme à l'encontre des tiers, bien que ceux-ci ne les aient pas connues.

Si le registre matrimonial vient à fonctionner en France, il ne sera pas instauré uniquement dans un but de protection contre les surprises du régime dotal, mais contre les dangers de n'importe quel régime, car tous, par les clauses qu'ils peuvent contenir, présentent des pièges : le contrat de mariage, qu'il augmente ou non l'incapacité de la femme et quelques clauses qu'il puisse contenir, ne produira aucun effet vis-à-vis des tiers s'il n'est pas inscrit au registre matrimonial. Les époux seront considérés comme étant mariés sans contrat, c'est-à-dire dans l'état actuel de notre droit, sous le régime de la communauté légale ; il se pourrait, d'ailleurs, que, d'ici quelques années, nous assistions à une transformation de notre Code civil à cet égard et que le régime légal soit totalement modifié.

Dans ces conditions, il n'y aura plus aucune espèce d'intérêt pour les époux à se déclarer mariés sans contrat, lorsque, par exemple, ils seront mariés sous le régime dotal ou sous la séparation de biens, car, dans un cas comme dans l'autre, aucune mention n'étant portée sur le registre matrimonial, la sanction sera la même, elle ne dépendra nullement du régime adopté ; l'égalité règnera pour tous. Le tiers, une fois

qu'il aura pris connaissance de la situation juridique des époux d'après le registre matrimonial, pourra, sans avoir le moindre souci, traiter ou ne pas traiter ; sachant que c'est le régime légal qui est dans ce cas en vigueur, il n'aura qu'à supputer les conséquences que le Code civil déduit de ce régime. Ni la femme séparée de biens, ni la femme dotale, ni aucune autre ne pourront se prévaloir de leur régime demeuré secret.

Tels sont les cinq avantages du registre matrimonial. Grâce à lui, et sans avoir à se préoccuper d'un grand nombre de formalités que les autres régimes de publicité exigent, les tiers ainsi que les époux de bonne foi trouveront en lui toutes les garanties indispensables pour contracter ; ils pourront avoir les uns dans les autres une plus grande confiance, et, comme c'est sur cette dernière que repose le crédit, celui-ci en sera élargi. La circulation des biens s'effectuera d'une façon plus rapide, les opérations ne souffriront aucun retard, elles auront lieu sans crainte.

Il est évident qu'envisagé ainsi en lui-même, d'un point de vue purement objectif, le registre matrimonial ne peut que produire d'heureux résultats ; mais la loi qui adoptera comme moyen nouveau de publicité la création de ce registre, ne sera pas isolée dans notre législation : il faudra qu'elle s'adapte aux grands principes qui régissent les contrats de mariage, qu'elle se combine avec eux : il pourra y avoir des heurts, et nous devons nous demander comment il serait possible d'y remédier.

§ II. — LE REGISTRE MATRIMONIAL ET LES PRINCIPES DU CODE CIVIL

Quand une fois on s'est rendu compte des imperfections de notre législation en matière de publicité, et que le registre matrimonial est apparu comme pouvant remédier à un certain nombre d'entre elles, il reste à savoir s'il peut se combiner avec les principes mêmes de notre droit civil et s'il n'en trouble pas l'harmonie. Les principales questions qui peuvent se poser sont les suivantes : le registre matrimonial est-il nécessaire dans notre législation qui admet le principe de l'immutabilité ? Mais, d'autre part, son introduction n'est-elle pas rendue urgente par suite de certaines lois récentes, en particulier la loi du 4 juin 1930 ? Enfin, l'année 1935 est proche, et le Gouvernement aura à se décider sur le maintien du registre matrimonial en Alsace-Lorraine et sur la question de son extension aux autres départements.

Lorsque la Commission de la Société d'Etudes législatives discuta le point de savoir si l'institution du registre matrimonial était nécessaire dans notre législation, certains membres et, en particulier, M. Capitant, ne s'y montrèrent favorables que d'une façon très modérée. M. Capitant ne le conçoit guère que dans une législation qui ne connaît pas, comme la nôtre, l'immutabilité des conventions matrimoniales et qui a besoin, par suite, de protéger d'une façon particulièrement efficace la bonne foi et la sécurité des tiers.

Il est incontestable que c'est sous un régime, comme le régime allemand ou suisse, permettant de modifier librement, pendant le mariage, les clauses du contrat

de mariage, que cette institution est appelée à rendre le plus de services. Voici deux époux mariés sous un régime quelconque, le régime de la communauté par exemple ; à la suite de circonstances imprévisibles, ils décident d'apporter certaines modifications. S'il n'y a aucune publicité organisée (et, par ces mots, nous entendons une publicité efficace et capable de produire des résultats effectifs), les tiers ne pourront jamais connaître ces modifications si les époux sont de mauvaise foi ; ils les croiront toujours soumis au même régime et contracteront de confiance avec eux, jusqu'au jour où l'opération ne présentant plus aucun intérêt pour les époux, ceux-ci et, en particulier la femme, se prévaudront du contrat modifié par les clauses nouvelles. Un registre matrimonial est ainsi rendu obligatoire pour que les époux soient obligés de faire inscrire toutes les clauses venant modifier le contrat initial ; les tiers, avant de contracter, connaîtront, de la sorte, le dernier régime sous lequel les époux se trouvent placés.

M. Capitant estime que si le registre matrimonial est nécessaire, indispensable même en Suisse et en Allemagne, il ne doit, dans notre législation qui place à la base du contrat de mariage le principe de l'immutabilité, jouer qu'un rôle secondaire, et que, par suite, il est inutile de bouleverser le Code civil pour l'adopter.

Mais le principe de l'immutabilité est-il aussi incompatible avec le registre matrimonial que le prétend M. Capitant ? M. Lyon-Caen s'est montré, sur ce point, d'un avis contraire, et, tout en reconnaissant la valeur de l'argumentation de M. Capitant, il estime que le registre matrimonial peut fonctionner utilement à côté du principe de l'immutabilité ; sans aller cher-

cher bien loin, nous trouvons un exemple de l'application simultanée des deux principes dans la situation légale en vigueur dans les trois départements recouvrés, où la loi du 1^{er} juin 1924 a introduit notre immutabilité française tout en maintenant en vigueur le registre matrimonial local : des renseignements recueillis, il résulte que le régime de publicité a donné des résultats satisfaisants. M. Capitant reconnaît bien la chose mais, pour lui, l'utilité du registre matrimonial est moindre en France qu'elle ne l'était en Alsace et Lorraine : les Alsaciens sont attachés à ce mode de publicité car, jusqu'au moment où notre Code a été remis en vigueur le principe de l'immutabilité avait cessé d'exister.

Cette argumentation n'est pas décisive et on ne peut nier que si cet état de chose était étendu à toute la France, le registre matrimonial y fonctionnerait aussi bien qu'en Alsace et Lorraine ; ce serait un mode de publicité moins archaïque que tous ceux qui existent actuellement. Si le registre matrimonial n'avait pas présenté des avantages, combiné qu'il était depuis 1925 avec le principe de l'article 1395, bien que les Alsaciens y soient habitués, ils en auraient reconnu l'inutilité.

Il semble un peu surprenant que la France, au XX^e siècle n'ait pas, sur tout son territoire, une loi uniforme en rapport avec le progrès. Nous ne sommes plus au temps où chaque province avait ses lois, ses us et ses coutumes : qu'en 1924, on ait établi un régime spécial en Alsace pour lui rendre moins brusque le changement de situation, c'était juste et même normal ; mais, en 1935, lorsqu'un système a fonctionné pendant dix ans à la satisfaction de tous ceux qui

y étaient soumis, il serait ridicule de faire un pas en arrière et d'abandonner le chemin du progrès.

Il est une autre question à laquelle nous devons répondre. *Le principe de l'immutabilité a-t-il, à l'heure actuelle, toute l'importance que certains lui prêtent ?*

Il est évidemment difficile de décider d'une façon absolue si un tel principe est bon ou mauvais. La question est susceptible de solutions diverses suivant les pays et les époques ; pour la résoudre équitablement, il faut tenir compte de l'influence du milieu et des institutions connexes. Réformer notre législation française, c'est reconnaître la nécessité d'avoir toujours des lois en conformité avec l'état social, et faire une œuvre conforme à la juste appréciation des choses : or, le principe de l'immutabilité nous apparaît comme ayant subi, de nos jours, des coups qui pourraient lui être fatals.

On ne peut, dans le sens du déclin de la règle de l'article 1395, tirer un argument absolument convaincant du fait que les législations allemande et suisse l'ont rejetée. Ces législations diffèrent beaucoup de la nôtre en ce qui concerne le régime des biens entre époux et n'ont pas derrière elles une longue tradition conforme au principe de l'immutabilité : bien au contraire, les Etats allemands, avant leur union et l'unification de leurs lois, accordaient aux conjoints la faculté de faire ou de modifier leur contrat de mariage pendant leur union.

Les plus graves atteintes à l'immutabilité résultent de la séparation de biens judiciaire et de la fameuse loi du 4 janvier 1930 qui, quoique très courte, n'en est pas moins lourde de conséquences.

Si le principe de l'immutabilité sauvegarde l'intérêt des tiers, il compromet souvent celui de la femme ;

celle-ci est obligée de subir toutes les conséquences d'un régime que la plupart du temps elle n'a pas choisi, mais qui lui a été imposé par ses parents. Le législateur, en introduisant la séparation de biens judiciaire, s'est donc rendu compte qu'il était parfois impossible de demeurer sous le régime initial.

Mais pourquoi n'a-t-il pas permis de changer radicalement de régime toutes les fois que c'est conforme à l'intérêt des époux, au lieu de permettre à la femme seule de demander, dans certains cas, la séparation de biens ?

Les partisans du principe de l'immutabilité prétendent qu'il n'y a, dans la séparation de biens judiciaire que substitution d'un régime à un autre ; la loi, en autorisant cette substitution, se place dans l'hypothèse d'une nécessité absolue : elle n'entend pas favoriser le caprice ou l'intérêt, mais seulement fournir une ressource suprême à la femme dont la fortune est compromise. Tout ceci est exact, mais on ne peut nier que c'est un changement qui s'opère pendant la durée du mariage : que cette séparation ne puisse avoir lieu volontairement, mais seulement lorsque le tribunal le décidera, c'est évident, car, sans cela, le principe de l'immutabilité n'existerait plus.

En réglementant la séparation de biens judiciaire, le législateur s'est montré soucieux de l'intérêt des tiers ; il s'est rendu compte combien un changement de régime pourrait occasionner de fraudes si les tiers n'en étaient pas avertis. La fraude, entraînant un faux crédit, peut consister dans l'allégation de pouvoirs qui n'existent plus sur les biens de la femme : un bail, une vente seront nuls et inopposables à celle-ci. Seul, un système de publicité permet de parer à ces inconvénients, et le registre matrimonial est tout in-

diqué pour porter la mention du changement de régime ; la loi devra toujours intervenir, surtout lorsqu'il s'agira d'accorder à la femme de grands pouvoirs, de remplacer complètement le régime initial par la séparation de biens. Le Code suisse pose nettement les règles suivantes : les conventions sont opposables aux tiers quand elles sont inscrites au registre, on ne peut changer de régime en soustrayant à l'action des créanciers des biens qui étaient affectés à leur gage.

Si l'on peut indiquer que la séparation de biens judiciaire est une exception au principe de l'immutabilité, il est excessif de l'invoquer comme un argument péremptoire en faveur de la suppression de ce principe ; en effet, le principe et l'exception ont toujours existé parallèlement, il y a eu fatalement adaptation de l'un à l'autre. Mais le principe de l'immutabilité vient d'être sérieusement ébranlé par la loi de 1930, qui a ouvert « la porte toute grande, indirectement et subrepticement, à la mutabilité ». La portée de cette loi avait été entrevue lors de son vote, car, dans les deux rapports, tant à la Chambre qu'au Sénat, il a été déclaré qu'elle devait être suivie sous peu d'une autre loi sur la publicité du régime matrimonial. Or, quatre ans se sont écoulés, aucune nouvelle loi sur la publicité n'a été soumise au Parlement, et pendant ce temps, les conséquences normales de la loi se produisent, réduisant à presque rien la valeur du principe de l'article 1395.

La loi de 1930 autorise les époux divorcés qui se remarient l'un avec l'autre, à adopter un régime matrimonial autre que leur régime primitif. Nous avons vu quels étaient les effets du nouveau principe : nous allons examiner maintenant les raisons pour lesquel-

les il était antérieurement défendu aux époux divorcés qui se remariaient d'adopter un régime matrimonial autre que celui qui, précédemment, avait régi leur union.

En 1884, cette disposition avait été insérée à l'article 295 du Code civil afin d'empêcher les époux d'avoir recours au divorce pour tourner le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, considéré comme d'ordre public. Du reste, elle était en accord avec l'article 1451 qui, pour les mêmes raisons, décide qu'après une séparation de corps ou de biens, toute convention, par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

Le législateur ne voulait pas empêcher les époux divorcés qui se remariaient de faire un nouveau contrat de mariage, s'ils n'entendaient pas se référer purement et simplement au premier, mais seulement leur interdire d'adopter un régime matrimonial autre que celui qui réglait leur précédente union : Tout ce qui était essentiel dans le régime primitif devait être conservé : c'est ainsi que, forcément, les époux devaient se remarier sous le régime de la communauté, de la séparation de biens, ou sous le régime dotal avec toutes les clauses pouvant modifier le régime lui-même, si la première fois ils avaient adopté un de ces régimes.

Mais, malgré la prohibition, il pouvait y avoir fraude, car comment être certain que le second contrat était bien conforme au premier ? Suivant l'intérêt du moment, les époux pouvaient produire, tantôt l'un, tantôt l'autre, des contrats ; et si le législateur, en édictant cet article, avait eu en vue la protection du

principe de l'immutabilité, celle-ci n'était assurée qu'en apparence ; la femme pouvait très bien, alors qu'elle était femme dotale, transformer après le divorce ses biens dotaux en argent liquide, et se remarier en conservant le même régime dotal, mais cette fois avec une dot nulle.

La loi de 1930 ne fait qu'augmenter les dérogations au principe de l'article 1395. Il est possible qu'en l'état actuel des événements, le contrat que les époux avaient adopté lors de leur union ne soit plus du tout en harmonie avec la situation économique dans laquelle nous nous trouvons ; le contrat peut donner à la femme trop peu de pouvoirs : en un mot, il est désuet, et a besoin d'être renouvelé, rajeuni. Grâce à la loi de 1930, le tour est aisé à jouer : on divorcera, et on se remariera en adoptant le régime qui conviendra le mieux à la situation actuelle des époux. Il y aura quelques formalités à remplir, mais cet inconvénient est négligeable par rapport à tous les autres avantages que l'on va retirer du nouveau régime.

Nous pouvons porter sur cette loi deux appréciations :

1°) Il est immoral et scandaleux qu'une loi incite à se jouer de la sorte du mariage et du divorce ;

2°) Il ne semble nullement immoral de changer de régime matrimonial, sans être obligé de recourir au divorce.

Cette loi permet aux époux de changer de régime matrimonial, mais elle n'ordonne aucune mesure spéciale de publicité. Le principe de l'immutabilité était affaibli, maintenant il va devenir lettre morte. Pourquoi l'a-t-on conservé jusqu'à aujourd'hui dans notre Code civil ?

Deux idées essentielles constituent les fondements de la règle de l'article 1395 :

1°) Pendant le mariage, protéger l'époux ayant le caractère le plus faible contre l'influence de l'autre.

2°) Protéger les tiers qui contractent avec les époux contre les fraudes de ceux-ci.

L'idée de protéger les époux contre leurs propres entraînements et contre des abus d'influence est un peu archaïque et repose sur une conception d'incapacité des époux quant à leurs rapports patrimoniaux mutuels ; c'est une conception tout à fait contraire aux tendances féministes modernes. Du reste, on lit dans l'exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse ces quelques lignes fort justes : « L'appréhension de l'influence qu'un conjoint peut exercer sur l'autre durant le mariage, appréhension fondée, tantôt sur l'autorité du mari, tantôt sur le don de persuasion de la femme, ne saurait être décisive pour le législateur. L'individualité la plus forte peut exercer une influence sur la plus faible, et il n'appartient pas à la loi de la combattre, puisque, dans la plupart des cas, elle ne tendra qu'au bien commun. Le législateur édicte ses règles en considération de la moyenne d'intelligence et de sagacité que les personnes manifestent en affaires ; il ne saurait partir de l'idée que sa tâche est de protéger les gens peu doués contre l'influence de ceux qui le sont davantage, et il n'a point à présumer chez la personnalité la plus forte que des motifs blâmables, et chez la plus faible les buts les plus élevés. De plus, l'influence d'une des parties peut avoir des conséquences aussi fâcheuses si elle s'exerce avant le mariage qu'après ; l'objection portée se tournerait donc aussi contre la liberté du contrat avant le mariage. En réalité, ce sont surtout

lès parents de l'un des conjoints qui regardent ses intérêts comme compromis par la liberté du contrat durant le mariage, et cette considération n'est pas de nature à nous arrêter puisque c'est sur l'union des époux dans la famille restreinte que repose toute l'organisation des effets du mariage. » (1)

Notre jurisprudence française s'attache à l'idée de paix du ménage, conséquence directe de la protection du plus faible contre l'influence du plus fort. Mais est-il bien vrai de dire que c'est le principe de l'immutabilité qui maintient la paix du ménage ? L'époux le plus fort qui voudrait exercer une pression sur le plus faible pour obtenir certains avantages, cherchera les moyens de tourner ce principe, et, s'il n'y arrive pas, il pourra se faire que la paix du ménage soit fort compromise à partir de ce moment. Puisque ce principe peut entraîner de telles discordes, pourquoi le conserver ?

La nécessité de protéger les intérêts des tiers justifie beaucoup plus fortement le principe de l'immutabilité. Il faut se préoccuper des personnes qui contractent avec les époux ; si ces derniers peuvent changer à leur gré leur régime matrimonial, passer de la communauté au régime dotal, et inversement, les tiers peuvent éprouver de graves préjudices. Mais pour éviter ces fraudes, l'immutabilité des conventions matrimoniales doit-elle être nécessairement proclamée ? Evidemment non ; on s'en rend compte à l'heure actuelle, où, le principe de l'article 1395 étant toujours en vigueur, il est, depuis 1930, loisible aux époux de changer de régime matrimonial en divorçant puis en se remariant. Il est certain que les tiers

(1) Exposé des motifs de l'avant-projet de Code civil suisse, p. 104.

qui ont contracté avec les époux sous un régime déterminé, ont des droits acquis dont ils peuvent se trouver dépouillés. Mais quel préjudice peuvent subir les tiers qui contractent avec les époux après modification du régime primitif, s'ils ont pu prendre connaissance de cette modification ? Certes, les tiers sont fondés à se plaindre étant donné le régime établi par la loi de 1930, où rien ne leur révèle le changement accompli : mais on peut concilier l'intérêt des tiers et la liberté des époux, en organisant une publicité solide. Déjà, en 1884, M. Kuntz écrivait (2) : « La loi a déjà eu l'occasion de trancher la difficulté dans une hypothèse où elle fait échec à la théorie de l'immuabilité : séparation de biens. Des époux peuvent, pendant le mariage, changer le régime auquel ils sont soumis, en s'adressant aux tribunaux. Pourquoi ne pas généraliser ce qui a été admis pour un cas particulier ? Grâce à ce système, on échapperait à de graves objections et à de sérieuses difficultés. Est-il juste d'enfermer à jamais les époux dans leur contrat de mariage ? Ce contrat a été rédigé à un moment où ils se connaissaient peu, où ils ignoraient leur véritable situation, car, en mariage, « trompe qui peut. » Ils ne savaient pas quel régime leur conviendrait le mieux, et ils ont choisi un peu au hasard. Pourquoi ne pourraient-ils pas changer, une fois qu'ils auront été éclairés sur le véritable caractère de leurs personnes et sur le véritable état de leurs biens ? Pourquoi rester assujettis à un régime qui leur répugne, qui n'est pas en rapport avec leurs réels intérêts ? Pourquoi leur défendre de modifier leurs conventions matrimoniales dans leur ensemble, mais encore d'y ap-

(2) Kuntz : Origine de l'article 1395 (Revue générale de droit, année 1883-1884).

porter des changements partiels plus favorables que nuisibles ? Il y a, dans cette rigueur de la loi, une atteinte à la liberté individuelle peu conforme aux principes modernes. »

Or, aujourd'hui, plus qu'à cette époque, il est facile de protéger les tiers contre les fraudes des époux, et puisqu'actuellement, on peut changer de régime matrimonial en divorçant, pourquoi ne pourrait-on pas en changer sans divorcer ? Ce serait un procédé plus franc et plus régulier. Il semble donc que la publicité par le registre matrimonial soit tout indiquée ; ce sera pour les tiers un guide sûr et nécessaire.

Le registre matrimonial, loin d'être en désaccord avec les principes de notre droit civil, s'adapte au contraire avec eux et permet de supprimer une règle qui était fondamentale en 1804, mais qui, de nos jours, avec les moyens détournés mis à la disposition des époux par la loi elle-même, devient lettre morte et sans aucun intérêt ni effet.

CONCLUSION

Depuis plus d'un demi-siècle, la conception économique du mariage s'est transformée. L'accroissement des débouchés nouveaux offerts à l'activité de la femme, l'augmentation du nombre des femmes ouvrières ou employées, la femme devenue, comme on l'a dit, un agent de production, une unité économique indépendante, coopérant, par l'exercice séparé d'un métier ou d'une profession, à l'acquisition des ressources du ménage, son travail, jadis renfermé dans la famille, aujourd'hui transporté au dehors : ce sont là des faits qui ont contribué à modifier le rôle social de la femme et les rapports entre époux. La connaissance par les tiers des clauses du contrat de mariage adopté par les époux devient indispensable. La publicité, qui est encore en vigueur, nous est apparue comme bien vieillie et désuète, un remaniement est nécessaire ; la loi du 1^{er} juin 1924 maintenant en Alsace et Lorraine le registre matrimonial a fait un pas en avant dans le sens du progrès, en permettant aux tiers d'avoir une connaissance directe de la capacité juridique des deux époux ; cependant, n'allant pas très loin dans cette œuvre novatrice, elle a maintenu

le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ; principe qui a été fréquemment attaqué, avec juste raison, dans des ouvrages modernes. Les époux se trouvent emprisonnés pour toujours, en ce qui concerne la gestion de leur fortune, à l'intérieur de règles rigides peu appropriées à l'élasticité de la situation et des besoins. Que de changements peuvent se produire au cours d'une vie conjugale, justifiant — si elles étaient permises — des modifications dans la condition de chaque époux. Mais l'article 1395 est là, implacable dans sa sobre rédaction : aucune modification n'est autorisée, sauf certaines exceptions que nous avons signalées. Des humoristes (1) ont pu développer ce thème que divorcer est, pour les conjoints, le moyen le plus pratique de modifier leurs rapports pécuniaires ; cela est juste en particulier depuis la loi du 4 janvier 1930 permettant aux époux divorcés de se remarier ensemble, en adoptant un régime autre que le précédent. Cette loi, qui a opéré une révolution du droit, n'a pas, en général, été accueillie avec faveur. C'est une porte de sortie pour échapper au principe de l'immutabilité, et elle permettra de l'éluder à tous moments. Ce nouveau système risque d'ouvrir la porte toute grande aux fraudes ; c'est, du reste, ce qui se produit dans les grandes villes, notamment à Paris. Il sera possible à des époux, qui veulent modifier leur contrat ou échapper à l'irrevocabilité des donations qu'ils se sont faites par contrat de mariage, d'obtenir leur divorce au moyen d'un jugement d'accord ou d'expédient, puis de se remarier après avoir fait un contrat de mariage différent du premier. Cette manière de procéder, étant donné l'instabilité de la situation économique

(1) Jancier et Ballot. — « Les amants légitimes ».

et financière dans laquelle nous nous trouvons en ce moment, ne fera que se multiplier, si les tribunaux continuent à faire preuve de facilité et de complaisance pour les divorces dits d'accord. Les époux remariés pourront ainsi se trouver à la tête de plusieurs contrats ; ils pourront présenter, soit l'un, soit l'autre, suivant leur intérêt. Les tiers en sont réduits à de nombreuses formalités et recherches. Ainsi cette loi rend lettre morte le principe de l'immutabilité ; les conventions matrimoniales peuvent être modifiées au cours du mariage par un moyen détourné. Comment avertir les tiers ? Par le registre matrimonial. La mutabilité des conventions matrimoniales, entrée dans notre législation d'une façon détournée, n'offrira plus de dangers pour les tiers grâce à la publicité des changements de régime, obligatoirement inscrits au registre ; les époux seront mis dans l'impossibilité de se prévaloir du contrat le plus favorable à leurs intérêts, ainsi qu'ils peuvent le faire actuellement.

Depuis, cette loi du 4 janvier 1930, qui a bouleversé un principe fondamental de notre droit, la réforme de la loi de 1850 apparaît comme étant de plus en plus nécessaire. La promesse formelle qu'une réforme aurait lieu n'a pas été tenue.

Or, en 1935, la loi du 1^{er} juin 1924 cessera de produire ses effets ; il faudra que le législateur intervienne et se prononce d'une façon définitive. La Société d'Etudes législatives, voulant faciliter sa tâche, a élaboré un projet de loi ; s'inspirant de la législation en vigueur en Alsace et Lorraine, mais écartant les inconvénients qui en découlent, elle propose d'introduire en France le registre matrimonial, devenu de plus en plus nécessaire par suite des modifications introduites peu à peu dans notre Code de 1804. Ce pro-

jet de loi a étudié d'une manière stricte tout le fonctionnement du nouveau système de publicité ; mais prévoyant une réforme, nécessaire elle aussi, du régime légal, il ne parle pas du régime de la communauté des meubles et acquêts en tant que régime de droit commun. Cette réforme est également indispensable, la communauté légale n'est plus en harmonie avec les besoins présents ; en effet, alors qu'en 1804, les valeurs mobilières n'avaient, aux yeux du législateur, qu'une importance des plus minimes et que seule, comptait la fortune immobilière, de nos jours, au contraire, la richesse mobilière est devenue la base des fortunes ; les immeubles conservent, il est certain, leur valeur et celle-ci est d'autant plus grande que les crises économiques sont plus intenses, mais ils n'existent plus seuls. Ensuite, la femme joue maintenant un rôle qui ne peut plus se comparer à celui qu'elle remplissait, il y a trente ans. Ainsi, cette partie du Code civil réservée au régime légal et à la publicité du contrat de mariage n'est plus du tout en harmonie avec les tendances modernes, avec les besoins de l'heure présente.

La réforme qui est nécessaire, doit se faire dans le triple sens suivant :

— extension de la capacité juridique de la femme : il faut augmenter ses pouvoirs dans la gestion des intérêts patrimoniaux du ménage ;

— suppression du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales : il faut permettre aux époux d'apporter, suivant les circonstances et leur intérêt, les modifications qu'ils jugeront utiles à leur régime initial, sans avoir à passer par le chemin détourné et vraiment peu moral du divorce ;

— institution d'un régime de publicité directe et complète : il faut permettre aux tiers d'avoir, à tout instant, une connaissance parfaite de la capacité des époux avec lesquels ils contractent.

Nous n'avons nullement la prétention de vouloir diriger le législateur dans la voie de la réforme telle que nous la concevons ; ce serait présomptueux de notre part. Soulignons seulement que c'est un problème d'actualité : puisqu'avant 1935 le Parlement aura à se prononcer relativement au droit local alsacien et lorrain, le moment est tout indiqué, semble-t-il, pour qu'il apporte à notre Code les réformes d'ensemble désirables. Le fera-t-il ? Nous le souhaitons, mais, malheureusement, nous craignons fort qu'étant donné la situation présente, ces questions ne viennent pas à l'ordre du jour, et qu'on se contente, comme l'annonçait déjà M. Capitant, le 3 juin 1932, de proroger tout simplement le régime d'Alsace et Lorraine, sans apporter la moindre modification à notre Code civil français.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX

A) Droit civil

AUBRY et RAU. — Cours de droit français, 4^e édit. 1878.

COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, tome III, 3^e édit., 1922.

GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage, tome I.

JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français, tome III, 1930.

LECOURTOIS et SURVILLE, BAUDRY-LACANTINERIE. — Le contrat de mariage.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, avec le concours de NAST, tome VIII.

— Traité pratique de droit civil français, avec le concours de ROUAST, tome II.

B) Droit commercial

LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de droit commercial, 13^e éd., 1922.

THALLER et PERCERON. — Traité élémentaire de droit commercial, 7^e édition 1925.

II. — ARTICLES ET REVUES

FOLLEVILLE. — De la publicité des contrats de mariage, d'après la loi du 10 juillet 1850 (*Revue pratique de droit français*, 1872).

LÉVY (Edouard). — Commentaire de la loi du 4 janvier 1930, relative au remariage d'époux divorcés (*Lois nouvelles*, 1931, p. 5).

LALOU. — La loi du 4 janvier 1930 (*Dalloz hebdomadaire*, 1930, p. 26).

- KUNTZ. — Origine de l'art. 1395 du Code civil (*Revue générale de droit*, années 1883 et 1884).
- SAVATIER. — La portée et la valeur de l'immutabilité des conventions matrimoniales (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1921, p. 73).
- VOIRIN. — Commentaire de la loi du 28 mars 1931 (*Lois nouvelles*, 1931, p. 145 et s.).
- BULLETIN de la Société d'Etudes législatives, années 1931, 1932, 1933.

III. — LEGISLATIONS ETRANGERES

- ARUTZ. — Cours de droit civil français, comprenant l'explication des lois qui ont modifié le Code civil en France et en Belgique.
- BARRE. — Le Code civil allemand et le Code civil français comparés entre eux.
- CODE ALLEMAND. — Traduit et annoté par Bufnoir, Challa-ne, etc...
- VIRGILE, ROSSEL et F. H. MEUTHA. — Manuel de droit civil suisse, tome I.

IV. — THESES

- BUSILA. — Le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales et les législations modernes, Paris, 1907.
- CHAUDÉ. — Le nouveau Code civil suisse dans l'œuvre de la codification moderne, Paris, 1909.
- GUÉRIN. — Etude sur le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales Paris, 1906.
- HENRY (Louis). — De l'immutabilité des conventions matrimoniales, Paris, 1904.
- DE HERLY. — De la forme, de la publicité et des frais du contrat de mariage. Poitiers, 1889.
- LENGEREAU. — Le registre du commerce. Toulouse, 1924.
- PRONIEZ. — De la publicité du contrat de mariage, Paris, 1903.
- SPINEANO. — Modifications possibles de l'article 1395, Paris, 1912.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LE SYSTÈME FRANÇAIS DE PUBLICITÉ DU CONTRAT DE MARIAGE	11
Chapitre premier. — <i>Le problème de la publicité du contrat de mariage avant la loi du 10 juillet 1850</i>	13
§ 1 - Intérêts que présente la publicité du contrat de mariage	13
§ 2 - Ancien droit - Codes civil et de procédure Code de commerce	15
§ 3 - L'immutabilité des conventions matrimoniales, conséquence nécessaire de leur clandestinité	22
Chapitre II. — <i>La loi du 10 juillet 1850</i>	27
§ 1 - Historique de la réforme	27
§ 2 - Formes de la publicité	30
§ 3 - Sanction établie contre les époux	38
Chapitre III. — <i>Modifications apportées depuis 1850 au régime de publicité</i>	45
§ 1 - Publicité des dérogations apportées par certaines dispositions législatives à l'immutabilité des conventions matrimoniales	45
§ 2 - Règles applicables aux commerçants : lois des 18 mars 1919 et du 28 mars 1931	52

Chapitre IV. — <i>Critiques du régime actuel</i>	59
§ 1 - Critique de la forme du système actuel de publicité en France	59
§ 2 - Critique du fond du système de publi- cité	61
DEUXIEME PARTIE	
LES SYSTÈMES DE PUBLICITÉ DES CODES MODERNES	67
Chapitre premier. — <i>Le registre du régime des biens dans le Code civil Allemand</i>	69
Chapitre II. — <i>Le registre des régimes matrimoniaux dans le Code civil Suisse</i>	81
TROISIEME PARTIE	
L'INTRODUCTION EN FRANCE DU REGISTRE MATRIMONIAL	87
Chapitre premier. — <i>Le maintien du registre matri- monial en Alsace et Lorraine</i>	89
Chapitre II. — <i>Le projet de la Société d'Etudes légis- latives</i>	95
§ 1 - Par quel fonctionnaire sera tenu le registre matrimonial. Pouvoirs de ce fonctionnaire ..	96
§ 2 - En quel lieu les inscriptions devront être opérées	97
§ 3 - Champ d'application de la réforme	99
§ 4 - Mentions à porter sur le registre	99
§ 5 - Personnes fondées à requérir les inscrip- tions au registre	102
§ 6 - Délai dans lequel l'inscription devra être requis.	104
§ 7 - En quoi consiste la publicité	104
§ 8 - Sanctions du défaut d'inscription	106
§ 9 - Sort des dispositions légales antérieures	108
§ 10 - Dispositions transitoires	113
Chapitre III. — <i>Les avantages du registre matrimonial</i>	115
§ 1 - Caractères de la publicité basée sur le re- gistre matrimonial	115
§ 2 - Le registre matrimonial et les principes du Code civil	131
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	148

Montpellier, le 16 Avril 1934.

Vu, le Président de la Thèse,
BECQUE.

Vu :

Montpellier, le 16 Avril 1934.

Le Doyen,
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 18 Avril 1934

Le Recteur,
TAILLIART.

